

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

120^e année

10 septembre

1988

No 37

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

120^e année
10 septembre 1988
No 37

Sommaire

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, Loi sur l'Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'Avis divers
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur les Compagnies, Loi sur les Compagnies étrangères, Loi sur les Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les Inspecteur général des institutions financières
Ministères, Avis concernant les Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les Sociétés de prêts et de placements, Loi sur les Ventes par shérif

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:

Division de la *Gazette officielle*
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone: (418) 643-1328

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Ministère des Communications
Service des abonnements
531, rue Deslauriers
Saint-Laurent H4N 1W2
Téléphone: (514) 337-8361

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

TABLES DES MATIÈRES

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS — LOI SUR L'

MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (<i>Délégation</i>)	3527
MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (<i>Délégation</i>)	3527
MINISTÈRE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET DE L'IMMIGRATION (<i>Délégation</i>)	3527

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

M.R.C. DE DEUX-MONTAGNES (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	3528
M.R.C. DE L'ASSOMPTION (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	3528
M.R.C. D'ABITIBI-OUEST (<i>Prolongation de délai pour permettre de modifier son schéma d'aménagement</i>)	3528

AVIS DIVERS

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE CHAUVEAU (<i>Rachat d'obligations</i>)	3528
HÉBERGEMENT LA C.A.S.A. (L.P.)	3528
LA QUÉBÉCOISE PROMUTUEL-VIE INC. (<i>Requête</i>)	3529
SUCCESSION JOSEPH MASSICOTTE (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3529
SUCCESSION MARTIAL GAULIN (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3529
SUCCESSION YOLANDE DESJARDINS (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3529

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

DEMANDES

Chantal Fournier	3530
Charles Georges Ménard	3530
Daniel Lalancette dit Talbot (connu sous le nom de Daniel Talbot)	3530
Diane Paquin	3530
Esprit Saint Diogène St-Amand	3530
Ginguette Blanchet	3530
Graziella Bernatchez	3530
Guy Goupil	3531
Hélène Fournier	3531
Jean Eudes Côté	3531
Jean-Pierre Brouillard	3531
Joseph Longin	3531
Joseph Victor Brian Yvan Chasse	3531
Juliette Abdulmassih	3531
Kambiz Karimi Ghazvini	3531
Lise Lavallée	3532
Louis-Gilles Blanchette	3532
Marie Berthe Louise Solange Pleau	3532
Marie Emma Viola Gilbert	3532
Marie Laurence Huguette Desfosés Hubert	3532
Marie Valérie Hays Chartrand	3532
Marie-Charlotte Simard	3532
Marie-Odile Courcy (connue sous le nom de Claudie Courcy)	3532
Marie-Thérèse-Lucille Gobeil	3533

Nghi Thi Bui Nguyen	3533
Poopalan Kanagasabathy Sinnathamby	3533
Ronald Ross Heater	3533
Stéphane Sercia	3533
Steven Laurie Birbaum	3533

COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	3534
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	3554
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	3557
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	3557
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ	3570

COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES	3571
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	3576

COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)	3577
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (Article 32)	3578
CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)	3578

DISSOLUTION — DEMANDES DE

2413-3753 QUÉBEC INC.	3579
2415-4387 QUÉBEC INC.	3579
2421-3696 QUÉBEC INC.	3579
2524-8055 QUÉBEC INC.	3579
2533-5571 QUÉBEC INC.	3579
ARÈNE DE SAINT-ANTONIN INC.	3580
ASSOCIATION SOCIO-SPORTIVE DU CEGEP DE VICTORIAVILLE	3580
ATTRACTIONS MERLIN INC.	3580
AUTOMOBILES CHARLIE INC.	3580
BEIGNES LA CANTONNIÈRES INC.	3580
BRYANOVATION INC.	3580
CANTINE MOBILE RENÉ INC.	3580
CENTRE DE DÉPANNAGE J.M.M. INC.	3580
CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL ET D'AUTOFORMATION (SHERBROOKE) INC.	3581
CENTRE D'ACCUEIL DE PRICE INC.	3581
CENTRE KING DE LA RÉGION DE COATICOOK	3581
CLUB DE BRIDGE DE LA BAIE INC.	3581
COMITÉ DU 12 ^e D'IBERVILLE INC.	3581
COURTAGE D'ANNUITÉ J.C. MATTE & FILS LTÉE (<i>Erratum</i>)	3612
DESMARAI MINI MOTEURS INC.	3581
DESRUISSEAU EXCAVATION INC.	3581
DESSUREAULT & FILS LTÉE	3581
ÉCO-IMPACT INC.	3582
ÉMILE BOURBONNAIS INC.	3582
FERMES LES COTES BEAUCLAIR (1980) INC.	3582
FESTIVAL INTERNATIONAL DE BALLET DE CHICOUTIMI INC.	3582

FROMAGERIE-CHARCUTERIE DELI-BOURG (1986) INC.	3582	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH ET ST-URBAIN	3589
GESTION SOPROBEC INC.	3582	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES FILMS MOUNT ROYAL (1987)	3589
GESTION SOPROCAN LTÉE	3582	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE S.D.A.	3590
GUY FILIATREALT INC.	3582		
HABITATS L.E.C. INC.	3583	DISSOLUTION	
I.H.S. CANADA LTÉE	3583	NIM RESOURCE 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNSHIP	3590
JOHN ET STEVE COLLINS AUTO INC.	3583	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PORCINE ROGER DAUST	3590
LE CENTRE DES LOISIRS D'AMOS INC.	3583	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESSOURCES NIM 1987	3590
LE MANÈGE DE LA MINGANIE	3583		
LES ENTREPRISES CARLBEC LTÉE	3583	FORMATION	
LES ENTREPRISES RENÉ BÉLANGER INC.	3583	565 GUY STREET AND COMPANY LIMITED PARTNSHIP	3591
LES INSTALLATIONS G. BOUCHARD INC.	3583	CAJAP, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3592
LES INVESTISSEMENTS ZÉNA MONTRÉAL INC.	3584	MARQUIBET VENTURE CAPITAL AND COMPANY, LIMITED PARTNSHIP	3591
LES MEUBLES KINGSEY INC.	3584	MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PARTNSHIP	3591
LES PRODUITS REGAL (1985) INC.	3584	PLACEMENTS MARQUIBET ET COMPAGNIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3591
LES SANS EMPLOI 40 ANS ET PLUS DU QUÉBEC INC.	3584	PROSHRED QUEBEC PARTNSHIP AND COMPANY, LIMITED	3591
LES SERVICES D'ASSURANCE PAULIN GINGRAS LTÉE	3584	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 565 RUE GUY	3591
LIGUE DE BASEBALL INTERMÉDIAIRE D'ALMA INC.	3584	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHÂTEAU D'OUTREMONT	3591
LOUIS G. TREMBLAY INC.	3584	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES FILMS MOUNT ROYAL (1987)	3591
MAGIES ENFANTINES INC.	3584	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MARITIME-CADILLAC 1988	3591
MONTRÉAL CHAPTER, THE NATIONAL SECRETARIES ASSOCIATION (INTERNATIONAL)	3585	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PROSHRED QUEBEC	3591
PEPIN AUTOMOBILES INC.	3585		
PERSPECTIVES INC.	3585	REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ	
PLACEMENTS ANDRÉ GRAVEL INC.	3585	CARRÉ GOUIN, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3592
PLACEMENTS TEINAD INC.	3585	HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3592
POPOTE ROULANTE ST-POL-YCARPE	3585	MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PARTNSHIP	3592
RÉSIDENCE LES COTEAUX INC.	3586	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES FILMS MOUNT ROYAL 1987	3592
RESTAURANTS M. & R. INC.	3586	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NOUVELLE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ZÉNITH	3592
R. DE G. INC.	3586		
R.G. KYLE LIMITED	3586	COMMANDITAIRES	
SALALSON TURCÔT INC.	3586	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-PIERRE ENR.	3593
SERVICE D'ENTRETIEN RAYNALD INC.	3586	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE S.D.A.	3593
SHERTEK INC.	3586		
STEVEN R. BIGHAM INC.	3586	INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	
THE VIRGINIAN COFFEE SHOP INC.	3586	ASSURANCES — LOI SUR LES	
TRANSPORAMA INC.	3587	LA JEANNOISE, SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE (<i>Dissolution</i>)	3593
VARIÉTÉS STE-CATHERINE INC.	3587		
		COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS — LOI SUR LES	
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES		TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC. (L.P.S.)	3593
		MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES	
PERMIS DE FAIRE AFFAIRES	3587	AFFAIRES MUNICIPALES	
		MUNICIPALITÉ DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL (<i>Changement de nom</i>)	3594
DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES			
CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (Article 1879 du Code civil)			
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NOUVELLE	3588		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RÉSIDENCE VINCENT D'INDY	3588		
CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS AFFAIRES			
LES PROMENADES DU CUIVRE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3588		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DU CLUB DE GOLF DE BLAINVILLIER	3589		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ZÉNITH	3589		
CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL			
MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PARTNSHIP	3589		

TRANSPORTS

ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3594
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3594
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3595
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3595
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3595
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3596
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3596
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (Erratum)	3612

**RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES
— LOI CONCERNANT LES****REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE)** 3597**SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS
— LOI SUR LES**

CORPORATION DE PRÊT GARANTIE FIRSTLINE (Permis)	3597
FIRSTLINE SECURITIES CORPORATION (Permis)	3597
GRANVILLE SAVINGS AND MORTGAGE CORPORATION (Permis)	3597
GRANDVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES (Permis)	3597

VENTES PAR SHÉRIF**ABITIBI**

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE, SUCCURSALE D'AMOS c. BAR AMOS INC., ET AL.	3598
--	------

CHICOUTIMI

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT c. COMPLEXE FUNÉRAIRE TREMBLAY (1986) INC.	3598
--	------

IBERVILLE

CAISSE POPULAIRE STE-BRIGIDE c. CÔTÉ ET AL.	3599
---	------

JOLIETTE

CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL c. COOPÉRATIVE D'HABITATION ALLIANCE FAMILIALE DE JOLIETTE	3600
SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE c. FERME J.P. COULOMBE INC.	3600

KAMOURASKA

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. SAURIOL	3602
---------------------------------------	------

QUÉBEC

CAISSE POPULAIRE LES SAULES c. THIBODEAU	3602
REVENU CANADA IMPÔT c. PELLETIER	3603
VILLE DE LAUZON c. BÉLANGER	3603
VILLE DE LAUZON c. BÉLANGER	3604

ROBERVAL

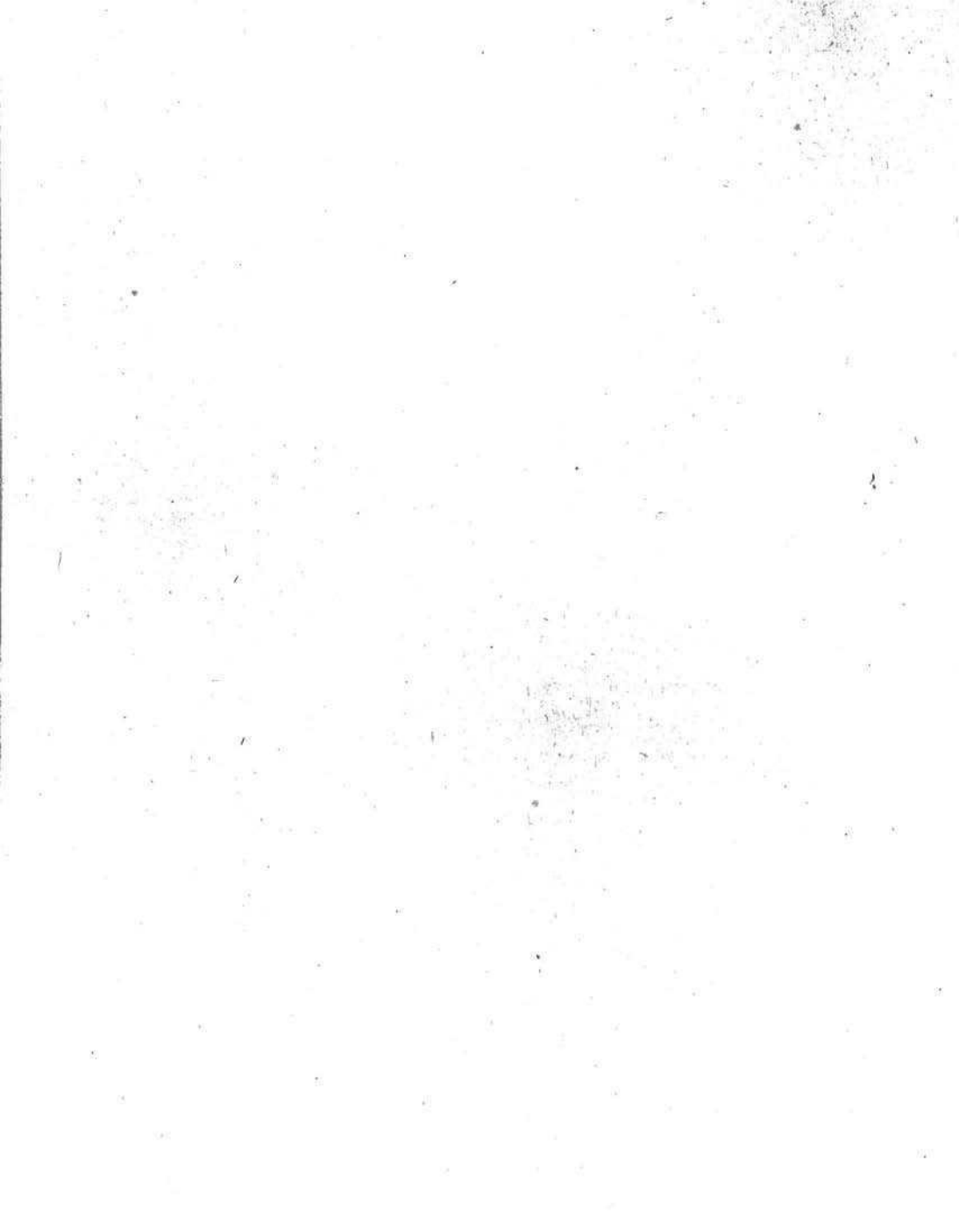
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, REVENU CANADA c. IMBEAULT ET AL.	3604
---	------

SAINT-HYACINTHE

CAISSE POPULAIRE DE STE-HÉLÈNE DE BAGOT c. BOUCHER ET AL.	3605
CAISSE POPULAIRE STE-MARIA GORETTI c. BOUTIN ET AL.	3605
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. CÔTÉ	3606
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. FERME MONAST INC.	3606
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC c. GIASSON	3608

TERREBONNE

CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JANVIER c. BOURGEOIS ET AL.	3608
MUNICIPALITÉ DE LAC-CARRÉ c. BEAUSÉJOUR	3609
MUNICIPALITÉ DE PRÉVOST c. ASHBY ET AL.	3610
M.R.C. DES PAYS-D'EN-HAUT c. BERNIER ET AL.	3610
SCIERIE DU LAC SUCRERIE INC. c. LAJEUNESSE	3610
TAPIS TRUDEAU INC. c. MOTEL MORIN HEIGHTS INC. (Erratum)	3612
TAPIS TRUDEAU INC. c. MOTEL MORIN HEIGHTS INC. (Erratum)	3612



AVIS JURIDIQUES

Accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels — Loi sur l'**Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration**

En ma qualité de ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, je désigne, conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), monsieur Pierre-Paul Clermont, directeur des ressources humaines, pour exercer les fonctions que la Loi confère, dans le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, à la personne responsable de la protection des renseignements personnels reliés à la gestion du personnel. En son absence ou si monsieur Clermont était dans l'impossibilité d'agir, je désigne, madame Mimi Ponbriand, chef du Service de l'organisation et des systèmes, pour exercer ces mêmes fonctions. La présente désignation a effet à partir du 1^{er} août 1988.

Montréal, le 8 août 1988

*La ministre des Communautés
culturelles et de l'Immigration,*
LOUISE ROBIC

532

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

En ma qualité de ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, je désigne, conformément à l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), madame Mimi Ponbriand, chef du Service de l'organisation et des systèmes, pour exercer les fonctions que la Loi confère, dans le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, à la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels, à l'exception des renseignements personnels reliés à la gestion du personnel. En son absence ou si madame Ponbriand se trouve dans l'impossibilité d'agir, je désigne, monsieur Paul Simard, directeur de la planification et de l'évaluation, pour exercer ces mêmes fonctions. La présente désignation a effet à partir du 1^{er}

août 1988 et annule, à compter de cette date, la désignation faite par le décret ministériel 85-180.

Montréal, le 9 août 1988

*La ministre des Communautés
culturelles et de l'Immigration,*
LOUISE ROBIC

532

Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration

Je soussigné, Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, étant la plus haute autorité au sein du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, dont l'adresse est 355, rue McGill, Montréal, désigne, par la présente, la personne ci-après identifiée, responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels au sens de l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels à l'exception des renseignements personnels reliés à la gestion du personnel: madame Mimi Ponbriand, chef du service de l'organisation et des systèmes, 355, rue McGill, Montréal, QC, tél.: 873-6892.

En son absence ou si madame Ponbriand était dans l'impossibilité d'agir, je désigne monsieur Paul Simard pour exercer ces mêmes fonctions.

Je désigne d'autre part, la personne ci-après identifiée, responsable de la protection des renseignements personnels reliés à la gestion du personnel au sens de cette même loi: monsieur Pierre-Paul Clermont, directeur des ressources humaines, 355, rue McGill, Montréal, QC, tél.: 873-2306.

En son absence ou si monsieur Clermont était dans l'impossibilité d'agir, je désigne madame Mimi Ponbriand, chef du Service de l'organisation et des systèmes, pour exercer ces mêmes fonctions.

Montréal, le 9 août 1988

*La ministre des Communautés
culturelles et de l'Immigration,*
LOUISE ROBIC

532

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 30 novembre 1988, à la municipalité régionale de comté de Deux-Montagnes afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 26 août 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

536

Municipalité régionale de comté de l'Assomption

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 31 octobre 1988, à la municipalité régionale de comté de l'Assomption afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 26 août 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

536

Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 30 novembre 1988, à la municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest afin de lui permettre de modifier son schéma d'aménagement.

Québec, le 26 août 1988

Le ministre des Affaires municipales,
PIERRE PARADIS

536

Avis divers

Commission scolaire régionale Chauveau Rachat d'obligations

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire régionale Chauveau rachè-

tera le 1^{er} novembre 1988, un montant de 130 000,00 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 1^{er} novembre 1988 de son émission d'obligations originale de 1 450 000,00 \$, datée du 1^{er} novembre 1969 et portant un taux d'intérêt de 8 ½ % l'an, payable semi-annuellement les 1^{er} mai et 1^{er} novembre de chaque année.

Le tirage au sort est fait durant la présente réunion.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

M1074, M1075, M1076, M1077, M1078, M1079,
M1080, M1081, M1082, M1083, M1084, M1085,
M1086, M1087, M1088, M1089, M1090, M1091,
M1092, M1093, M1094, M1095, M1096, M1097,
M1098, M1099, M1100, M1101, M1102, M1103,
M1104, M1105, M1106, M1107, M1108, M1109,
M1110, M1111, M1112, M1113, M1114, M1115,
M1116, M1117, M1118, M1119, M1120, M1121,
M1122, M1123, M1226, M1227, M1228, M1229,
M1233, M1234, M1235, M1241, M1242, M1243,
M1244, M1245, M1246, M1247, M1248, M1249,
M1250, M1259, M1260, M1261, M1262, M1263,
M1264, M1265, M1266, M1270, M1271, M1272,
M1273, M1274, M1275, M1276, M1277, M1278,
M1279, M1280, M1281, M1282, M1283, M1284,
M1285, M1286, M1287, M1288, M1289, M1290,
M1291, M1292, M1293, M1294, M1295, M1296,
M1297, M1298, M1299, M1300, M1301, M1302,
M1303, M1304, M1305, M1306, M1307, M1308,
M1309, M1310, M1311, M1312, M1313, M1323,
M1324, M1325, M1326, M1327, M1328, M1329,
M1330, M1331, M1332, M1333.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1^{er} novembre 1988 et devront être présentées pour remboursement.

Le directeur général,
JACQUES KIROUAC

57538

Hébergement la C.A.S.A.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17, a. 19), il a accordé des lettres patentes, en date du 12 août 1988 constituant en corporation Hébergement la C.A.S.A.

Le siège social de la corporation est situé à Longueuil.

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD
2546-2623

534

LA QUÉBÉCOISE PROMUTUEL-VIE INC.*Demande de constitution*

À tous ceux que les présentes concernent:

Prenez avis que les requérants ci-dessous: monsieur Normand Fontaine, agriculteur, 1005, Richelieu, Saint-Marc, Verchères, QC, J01 2E0, monsieur Marcel Lanthier, maraîcher, 726, Rivière Sud, Saint-Eustache, Deux-Montagnes, QC, J7R 4K3, monsieur Jacques Douville, avocat, 1196, de la Poterie, Cap-Rouge, QC, G1Y 2E5, monsieur Roland Chaussé, professeur, 607, rue Édouard VII, Saint-Jacques-le-Meneur, QC, J0J 1Z0, monsieur René Daigneault, directeur général, 774, rue Granger, Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 4T2, monsieur Jules Fugère, vice-président et directeur général, 539, Anse-Saint-Jean, case postale 1465, Amqui, QC, G0J 1B0, monsieur Jacques Croteau, avocat, 4436, promenade des Soeurs, Cap-Rouge, QC, G1Y 2V3, ont l'intention d'être constitués en corporation sous le nom de « LA QUÉBÉCOISE PROMUTUEL-VIE INC. » afin d'exercer les activités d'assurance-vie, accident et maladie.

La compagnie établira son siège social à Saint-Jean-sur-Richelieu.

Le capital-actions envisagé et l'excédent d'apport prévu sera au moins cinq (5) millions de dollars en regard d'un capital-actions autorisé de dix (10) millions de dollars, divisé en 50 000 actions ordinaires et en 50 000 actions privilégiées d'une valeur nominale de 100,00 \$ chacune.

57254

Les procureurs,
FLYNN, RIVARD, *avocats*

Succession Joseph Massicotte

Prenez avis que Nicole Venne, veuve de Joseph Massicotte, ès qualités de tutrice à ses enfants mineurs, Johnny Massicotte et Joël Massicotte aux termes des jugements de la Cour supérieure du district de Montréal en date du 19 mai 1988, dossiers numéros 500 14-001214-881 et 500 14-001213-883, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de leur père Joseph Massicotte décédé le 10 décembre 1987, par acte reçu devant Clément Laliberté, notaire, 2122, rue Centre, Montréal, QC, H3K 1J4, le 14 juillet 1988, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, le 3 août 1988 sous le numéro 4056924.

Montréal, le 8 août 1988

57596

Le procureur,
CLÉMENT LALIBERTÉ, *notaire*

Succession Martial Gaulin

Avis est donné que madame Johanne Ferland, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Cynthia et Sébastien Gaulin, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de Martial Gaulin, décédé *ab intestat*, le 26 octobre 1987 et domicilié en son vivant au 1392, rue Egée, Val-Bélair. L'acte d'acceptation, sous bénéfice d'inventaire, a été exécuté devant Brigitte Roy, notaire à Québec, le 14 janvier 1988, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Québec, le 1^{er} février 1988, sous le numéro 1267289.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant la notaire Brigitte Roy et peut être consulté à ses bureaux situés au 81, rue Saint-Pierre, 3^e étage, Québec. Après deux (2) mois du présent avis les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Québec, le 18 août 1988

57597

Le procureur,
BRIGITTE ROY, *notaire*

Succession Yolande Desjardins

Avis est, par les présentes, donné que Pierre-Paul Desforges, demeurant au 140, rue Laurier, Lachute, province de Québec, J8H 3C9, agissant ès qualités de tuteur à Stéphane Desforges, demeurant au même endroit et légataire particulier nommé au testament de sa grand-tante, Yolande Desjardins, en vertu du testament de cette dernière, daté du vingt-quatre (24) juillet mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987), dûment vérifié par André Brunet, protonotaire adjoint de la Cour supérieure du district de Terrebonne, en date du vingt-cinq (25) septembre mil neuf cent quatre-vingt-sept (1987) (dossier numéro 700-14-000220-877), a accepté la succession de Yolande Desjardins, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte reçu devant Yves Sabourin, notaire, le quinze (15) mars mil neuf cent quatre-vingt-huit (1988), sous le numéro 6329 de ses minutes et enregistré à la division d'Argenteuil sous le numéro 229720.

Un inventaire a été fait devant Yves Sabourin, notaire et peut être consulté à son bureau situé au 514, rue Principale, Lachute.

Lachute, le 22 août 1988

57599

Le procureur,
YVES SABOURIN, *notaire*

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Demandes

Chantal Fournier

Prenez avis que Chantal Fournier, domiciliée au 7750, rue Ronceray, appartement 5, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Chantal O'Leary.

Montréal, le 18 juillet 1988

Les procureurs de la requérante,
LAMARCHE, FOURNIER, BARIBEAU

57591-37-2

Charles Georges Ménard

Prenez avis que Charles Georges Ménard, domicilié au 757, 9^e Rue, Saint-Antoine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Ménard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Saint-Jérôme, le 26 juillet 1988

Le requérant,
CHARLES GEORGES MÉNARD

57412-36-2

Daniel Lalancette dit Talbot (connu sous le nom de Daniel Talbot)

Prenez avis que Daniel Lalancette dit Talbot (connu sous le nom de Daniel Talbot), domicilié au 76, route 138, Forestville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Daniel Lalancette.

Forestville, le 17 août 1988

Le procureur du requérant,
DANIEL TREMBLAY, avocat

57549-37-2

Diane Paquin

Prenez avis que Diane Paquin, domiciliée au 5307, de Lorimier, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Chantal Paquin.

Montréal, le 11 août 1988

Le procureur de la requérante,
ME DANIEL DROUIN

57544-37-2

Esprit Saint Diogène St-Amand

Prenez avis que Esprit Saint Diogène St-Amand, domicilié au 2044, rue Cuvillier, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Michael St-Amand.

Montréal, le 30 juin 1988

Les procureurs du requérant,
LAMARCHE, FOURNIER, BARIBEAU

57413-36-2

Ginguette Blanchet

Prenez avis que Ginguette Blanchet, domiciliée au 260, Max-Gros-Louis, Village des Hurons, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Huguette Blanchet.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Québec, le 25 août 1988

La requérante,
GINGUETTE BLANCHET

57545-37-2

Graziella Bernatchez

Prenez avis que Graziella Bernatchez, domiciliée au 2158, L'Espérance, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Grace Bernatchez.

Montréal, le 18 août 1988

Les procureurs de la requérante,
NADEAU, TRUDEL & RAYMOND

57414-36-2

Guy Goupil

Prenez avis que Guy Goupil, domicilié au 445, rue Saint-Joseph, La Tuque, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Guy Lavoie.

La Tuque, le 23 août 1988

57546-37-2

Le procureur du requérant,
J.-M. CARRIER

Hélène Fournier

Prenez avis que Hélène Fournier, domiciliée au 208, rue Parenteau, Sorel, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hélène Trempe Fournier.

Sorel, le 6 juillet 1988

57415-36-2

La requérante,
HÉLÈNE FOURNIER

Jean Eudes Côté

Prenez avis que Jean Eudes Côté, domicilié au 2375, 29^e Rue, Saint-Prosper, Beauce-Sud, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Hugues Côté.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Saint-Prosper, le 26 août 1988

57547-37-2

Le requérant,
JEAN EUDES CÔTÉ

Jean-Pierre Brouillard

Prenez avis que Jean-Pierre Brouillard, domicilié au 6252, Westbury, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Pierre Chatel.

Montréal, le 2 juin 1988

57548-37-2

Les procureurs du requérant,
LEDUC, BOYANER & ASSOCIÉS

Joseph Longin

Prenez avis que Joseph Longin, domicilié au 4250, Legault, route 139, Saint-Hubert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Aubut.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Montréal, le 5 août 1988

57593-37-2

Le procureur du requérant,
JACQUES BOUSQUET, notaire

Joseph Victor Brian Yvan Chasse

Prenez avis que Joseph Victor Brian Yvan Chasse, domicilié au 8774A, terrasse Forget, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Victor Brian Yvan Labrecque.

Lachine, le 19 août 1988

57594-37-2

Les procureurs du requérant,
BARRIÈRE, NEUER & ASS.

Juliette Abdulmassih

Prenez avis que Juliette Abdulmassih, domiciliée au 2382, rue Hufford, appartement 2, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Juliette Beniamin.

Saint-Laurent, le 20 juillet 1988

57416-36-2

La requérante,
JULIETTE ABDULMASSIH

Kambiz Karimi Ghazvini

Prenez avis que Kambiz Karimi Ghazvini, domicilié au 1900, avenue Lincoln, appartement 55, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Cambyse Meehan.

Montréal, le 20 juillet 1988

57592-37-2

Les procureurs du requérant,
MES GOULET, ST-PIERRE & THERRIEN

Lise Lavallée

Prenez avis que Lise Lavallée, domiciliée au 5031, rue de Lanaudière, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Daniella Lavallée.

Montréal, le 22 août 1988

57450-36-2

La requérante,
LISE LAVALLÉE

Louis-Gilles Blanchette

Prenez avis que Louis-Gilles Blanchette, domicilié au 10255, avenue d'Auteuil, Ahuntsic, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Louis-Gilles Molyneux.

Montréal, le 11 juillet 1988

57417-36-2

Les procureurs du requérant,
CHIQUETTE, GAUDREAU

Marie Berthe Louise Solange Pleau

Prenez avis que Marie Berthe Louise Solange Pleau, domiciliée au 311, rue Taillefer, appartement 3, Valleyfield, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Berthe Louise Solange Trudel.

Valleyfield, le 3 août 1988

57451-36-2

Les procureurs de la requérante,
MASSÉ, GINGRAS, RENAUD &
MERCIER, *avocats*

Marie Emma Viola Gilbert

Prenez avis que Marie Emma Viola Gilbert, domiciliée au 25, avenue de Breslay, Pointe-Claire, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Irma Viola Gilbert.

Saint-Georges-de-Beaucé, le 16 août 1988

57419-36-2

Le procureur de la requérante,
ÉLOI VAILLEUX

Marie Laurence Huguette Desfossés Hubert

Prenez avis que Marie Laurence Huguette Desfossés Hubert, domiciliée au 667, Jutras, Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Laurence Huguette Lorraine Desfossés Hubert.

Trois-Rivières, le 15 août 1988

57420-36-2

La requérante,
MARIE LAURENCE HUGUETTE DESFOSSÉS
HUBERT

Marie Valérie Hays Chartrand

Prenez avis que Marie Valérie Hays Chartrand, domiciliée au 148, boulevard Jacques-Cartier, Matane, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Valérie Hays.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Matane, le 18 août 1988

57421-36-2

Les procureurs de la requérante,
POIRIER & GAGNON

Marie-Charlotte Simard

Prenez avis que Marie-Charlotte Simard, domiciliée au 5850, 3^e Avenue Est, appartement 2, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Rita Michaud.

Québec, le 12 juillet 1988

57550-37-2

Les procureurs de la requérante,
BERGERON, LEMAY & BROCHU

Marie-Odile Courcy (connue sous le nom de Claudie Courcy)

Prenez avis que Marie-Odile Courcy (connue sous le nom de Claudie Courcy), domiciliée au 34, route 138, Forestville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Claudie Courcy.

Forestville, le 26 août 1988

57551-37-2

Le procureur de la requérante,
DANIEL TREMBLAY, *avocat*

Marie-Thérèse-Lucille Gobeil

Prenez avis que Marie-Thérèse-Lucille Gobeil, domiciliée au 1145, rue Notre-Dame Ouest, Alma, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Thérèse-Lucie Gobeil.

ALma, le 16 août 1988

57418-36-2

Le procureur de la requérante,
JACQUES NÉRON, notaire

Nghi Thi Bui Nguyen

Prenez avis que Nghi Thi Bui Nguyen, domiciliée au 5339, Montclair, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Suzanne Bui.

Montréal, le 23 août 1988

57552-37-2

Les procureurs de la requérante,
GAGNON, DE BILLY & ASSOCIÉS

Poopalan Kanagasabapathy Sinnathamby

Prenez avis que Poopalan Kanagasabapathy Sinnathamby, domicilié au 4720, Dornal, appartement 5, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Poopalan Kanags.

Montréal, le 20 juin 1988

57473-36-2

Les procureurs du requérant,
ALLEN, LA LEGGIA &
ASSOCIÉS, avocats

Ronald Ross Heater

Prenez avis que Ronald Ross Heater, domicilié au 974, rue Saint-Ferdinand, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ronald Ross Raso.

Montréal, le 28 juin 1988

57422-36-2

Les procureurs du requérant,
GOULET, ST-PIERRE ET THERRIEN

Stéphane Sercia

Prenez avis que Stéphane Sercia, domicilié au 504, rue Lepailleur, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Stéphane Goulet.

Montréal, le 30 juin 1988

57423-36-2

Les procureurs du requérant,
LAMARCHE, FOURNIER, BARIBEAU

Steven Laurie Birnbaum

Prenez avis que Steven Laurie Birnbaum, domicilié au 5160, Macdonald, appartement 902, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Steven Birnam.

Ce changement affectera aussi le nom de l'épouse du requérant Linda Richmond.

Montréal, le 18 août 1988

57452-36-2

Les procureurs du requérant,
GASCON, GIBSON, LAROSE, avocats

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-0575 2621-0575 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2621-0591 2621-0591 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Hull
2621-0609 2621-0609 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Hull
2621-0625 2621-0625 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Québec
2621-0674 2621-0674 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Québec
2621-0682 2621-0682 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Terrebonne
2621-0690 2621-0690 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Beauharnois
2621-0708 2621-0708 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Beauharnois
2621-2639 2621-2639 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2621-2647 2621-2647 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2621-2654 2621-2654 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2621-2662 2621-2662 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2621-2670 2621-2670 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2621-2688 2621-2688 QUÉBEC INC.	1988 08 10	Beauharnois
2621-2696 2621-2696 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Mingan
2621-2704 2621-2704 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Mingan

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-2712 2621-2712 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Terrebonne
2621-2746 2621-2746 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Beauce
2621-2753 2621-2753 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Roberval
2621-2761 2621-2761 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Alma
2621-2779 2621-2779 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Saint-François
2621-3470 2621-3470 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Chicoutimi
2621-3504 2621-3504 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Saint-François
2621-3538 2621-3538 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Beauharnois
2621-3546 2621-3546 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Roberval
2621-3553 2621-3553 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Roberval
2621-3561 2621-3561 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Québec
2621-3579 2621-3579 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Terrebonne
2621-3587 2621-3587 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montmagny
2621-3595 2621-3595 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2621-3603 2621-3603 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Chicoutimi
2621-3611 2621-3611 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2621-3629 2621-3629 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Laval
2621-3637 2621-3637 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Alma
2621-3645 2621-3645 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-3660 2621-3660 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Québec
2621-3678 2621-3678 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Saint-François
2621-3686 2621-3686 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Arthabaska
2621-3694 2621-3694 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Arthabaska
2621-3702 2621-3702 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Arthabaska
2621-3710 2621-3710 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Arthabaska
2621-3728 2621-3728 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Mingan
2621-3736 2621-3736 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Mingan
2621-3751 2621-3751 QUÉBEC INC.	1988 08 19	Saint-François
2621-3769 2621-3769 QUÉBEC INC.	1988 08 19	Frontenac
2621-4171 2621-4171 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Drummond
2621-4189 2621-4189 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Drummond
2621-4197 2621-4197 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Hull
2621-4205 2621-4205 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Hull
2621-4213 2621-4213 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Saint-François
2621-4221 2621-4221 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montmagny
2621-4239 2621-4239 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Saint-François
2621-4270 2621-4270 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Saint-François
2621-4288 2621-4288 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-4296 2621-4296 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Saint-François
2621-4304 2621-4304 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Saint-François
2621-4346 2621-4346 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Baie-Comeau
2621-4627 2621-4627 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Québec
2621-4668 2621-4668 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Chicoutimi
2621-4882 2621-4882 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Québec
2621-5574 2621-5574 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Québec
2621-5640 2621-5640 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Québec
2621-6069 2621-6069 QUÉBEC INC.	1988 09 15	Québec
2625-3427 2625-3427 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Bonaventure
2625-3518 2625-3518 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Terrebonne
2625-3575 2625-3575 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Beauharnois
2625-3609 2625-3609 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Chicoutimi
2625-3666 2625-3666 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3682 2625-3682 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Beauharnois
2625-3690 2625-3690 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Montréal
2625-3708 2625-3708 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Terrebonne
2625-3740 2625-3740 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3781 2625-3781 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Labelle

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-3799 2625-3799 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3807 2625-3807 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Québec
2625-3831 2625-3831 QUÉBEC INC.	1988 08 11	Beauharnois
2625-3849 2625-3849 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-3856 2625-3856 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-3872 2625-3872 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-3898 2625-3898 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Terrebonne
2625-3906 2625-3906 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Longueuil
2625-3914 2625-3914 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Laval
2625-3948 2625-3948 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Joliette
2625-4029 2625-4029 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4037 2625-4037 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4045 2625-4045 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Laval
2625-4060 2625-4060 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4136 2625-4136 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4177 2625-4177 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Laval
2625-4185 2625-4185 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Terrebonne
2625-4193 2625-4193 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Longueuil
2625-4219 2625-4219 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4250 2625-4250 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4292 2625-4292 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4359 2625-4359 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4367 2625-4367 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4375 2625-4375 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4383 2625-4383 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Roberval
2625-4391 2625-4391 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4466 2625-4466 QUÉBEC INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4508 2625-4508 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4557 2625-4557 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4581 2625-4581 QUÉBEC INC.	1988 08 15	Laval
2625-4623 2625-4623 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4698 2625-4698 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Kamouraska
2625-4706 2625-4706 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Iberville
2625-4722 2625-4722 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Iberville
2625-4730 2625-4730 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4748 2625-4748 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4763 2625-4763 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Drummond
2625-4862 2625-4862 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4904 2625-4904 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Laval
2625-4920 2625-4920 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Joliette
2625-4938 2625-4938 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Beauharnois
2625-4946 2625-4946 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-5000 2625-5000 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-5026 2625-5026 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Terrebonne
2625-5075 2625-5075 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-5083 2625-5083 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Laval*
2625-5091 2625-5091 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-5158 2625-5158 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Alma
2625-5208 2625-5208 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-5257 2625-5257 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Richelieu
2625-5380 2625-5380 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5414 2625-5414 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-5422 2625-5422 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-5430 2625-5430 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-5448 2625-5448 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-5471 2625-5471 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-5489 2625-5489 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-5497 2625-5497 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-5513 2625-5513 QUÉBEC INC.	1988 08 17	Terrebonne
2625-5547 2625-5547 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Joliette
2625-5570 2625-5570 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5703 2625-5703 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5711 2625-5711 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Labelle
2625-5745 2625-5745 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Bedford
2625-5760 2625-5760 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5778 2625-5778 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5869 2625-5869 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5901 2625-5901 QUÉBEC INC.	1988 08 18	Montréal
2621-0716 À LA CMBUSE INC.	1988 08 18	Baie-Comeau
2625-4532 AGENCE DE VENTES ALGAR INC. ALGAR SALES AGENCY INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3930 AIDCIE LTÉE	1988 08 15	Longueuil
2625-3864 AJAS INTERNATIONAL INC.	1988 08 11	Montréal
2625-4854 ALAIN GOYETTE INC.	1988 08 17	Terrebonne
2625-5190 LES ALARMES RIVE-NORD LTÉE	1988 08 17	Joliette
2625-5224 ALIMENTS INTER-UNION INC.	1988 08 17	Montréal
2625-3815 ANNALINA EXPRESS INC.	1988 08 15	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-5822 ART & TECHNIQUE DE LA PIERRE TAILLÉE S A G E INC.	1988 08 12	Beauharnois
2621-0666 ASPHALTE F.P.V. INC.	1988 08 18	Arthabaska
2625-4144 ASSURANCES YOLANDE CHARBONNEAU & ASSOCIÉS INC.	1988 08 12	Terrebonne
2621-3652 LES ATELIERS D'ÉBÉNISTERIE C L R INC.	1988 08 17	Québec
2625-5018 LES AUTOBUS NORMAND GUILBEAULT INC.	1988 08 16	Beauharnois
2621-2829 LES BARBIERS DE LA PELOUSE INC.	1988 08 17	Québec
2621-4262 LES BOIS S.S. LTÉE	1988 08 17	Québec
2625-4094 BORATON INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4086 BOUCHERIE BUYMORE INC.	1988 08 11	Montréal
2625-4813 BUANDERETTE H.N. INC. LAUNDRY H.N. INC.	1988 08 15	Montréal
2625-5729 LE CAFÉ AUTOMATIQUE WILLIAM INC.	1988 08 18	Montréal
2621-4734 LE CARREFOUR DE LA THERMO-POMPE INC.	1988 08 18	Québec
2621-2738 CA-RU SERVICES INC.	1988 08 12	Baie-Comeau
2625-4540 CÉLINE JACQUES INC.	1988 08 15	Longueuil
2621-5806 CENTRE DE CONDITIONNEMENT PHYSIQUE ÉNERGIE PLUS INC.	1988 08 15	Chicoutimi
2625-4169 CENTRE DE RÉPARATION & DE DISTRIBUTION NAULT INC.	1988 08 12	Labelle
2621-4650 LE CENTRE D'ALIMENTATION ALAIN GAUTHIER INC.	1988 08 16	Chicoutimi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire ^a
2625-4995 CENTRE D'ÉQUIPEMENTS DE PELOUSES ET DE JARDINS DE ST-JEAN INC.	1988 08 16	Iberville
2625-4458 CHAUSSURES JOELLE INC.	1988 08 12	Montréal
2621-5848 CLINIQUE FAMILIALE GUYSYL INC.	1988 08 15	Saint-François
2621-4973 COMMUNICATION PRO SANTÉ INC.	1988 08 16	Québec
2625-3963 LA CONFIDENTIELLE M.T.S. INC.	1988 08 15	Longueuil
2625-3922 CONSTRUCTION ET GESTION MAILLAGE RESSOURCES INC.	1988 08 15	Terrebonne
2625-5356 CONSTRUCTION GDL INC.	1988 08 17	Joliette
2621-6028 CONSTRUCTION HENRI SAVOIE INC.	1988 08 17	Québec
2625-3823 CONSTRUCTION MABEL INC.	1988 08 12	Longueuil
2625-4425 CONSTRUCTION MAREL INC. MAREL CONSTRUCTION INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3757 CONSTRUCTION MARIO OUELLET INC.	1988 08 15	Terrebonne
2621-5061 CONSTRUCTION P.B.R. INC.	1988 08 10	Laval
2621-0617 CONSTRUCTIONS FRANÇOIS DURAND INC.	1988 08 16	Québec
2620-6920 LES CONSTRUCTIONS LEBRUN & GAUTHIER INC.	1988 08 10	Rimouski
2625-4003 CONSTRUCTIONS NAMUR INC.	1988 08 11	Longueuil
2625-5687 LES CONSTRUCTIONS NORBRO INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-3203 LES CONSTRUCTIONS P.L.R. INC.	1988 08 10	Longueuil
2625-5265 CONSULTANTS DIONNE, GASCON & MARTINEAU INC.	1988 08 18	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-5067 CORPORATION DE CONSULTATION CODITAL CODITAL CONSULTING CORPORATION	1988 08 17	Montréal
2625-5885 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT IMMPRO IMMPRO DEVELOPMENT CORPORATION	1988 08 18	Montréal
2625-4573 CORPORATION FINANCIÈRE MAXIMA INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4276 CORPORATION LO-RAND	1988 08 15	Montréal
2625-5232 COURTAGE R L B QUÉBEC INC.	1988 08 17	Montréal
2625-4474 COVANI INC.	1988 08 15	Montréal
2625-5505 CRÉATIONS ELOISE INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-5752 DECOSEN INC.	1988 08 18	Montréal
2625-4235 DÉPANNEUR DENIS JUTRAS INC.	1988 08 15	Laval
2625-4128 DÉPANNEUR NANTAIS INC.	1988 08 12	Joliette
2621-5830 LES DÉPANNEURS DE L'IMMEUBLE INC.	1988 08 12	Frontenac
2620-6870 DERNIÈRE VERSION INFORMATIQUE INC.	1988 08 09	Montréal
2621-4643 DESCHÈNES ET LABEL INC.	1988 08 16	Kamouraska
2621-5228 DÉVELOPPEMENT LECLERC INC.	1988 08 17	Québec
2621-4759 DISTRIBUTION C.B. OUEST INC.	1988 08 17	Montréal
2620-6938 DISTRIBUTION L.J. ROBITAILLE INC.	1988 08 10	Abitibi
2625-3559 DISTRIBUTION MARTIAL LAMPRON INC.	1988 08 10	Saint-Maurice
2621-5871 DISTRIBUTION REMA INC.	1988 08 18	Québec
2625-3567 LES DISTRIBUTIONS A. PAQUIN INC.	1988 08 11	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4409 LES DISTRIBUTIONS JEAN-GUY LANCTÔT INC.	1988 08 11	Joliette
2620-6995 DISTRIBUTIONS ROBERT LACHAPPELLE INC.	1988 08 16	Arthabaska
2621-3744 LES DISTRIBUTIONS RO-LAG INC.	1988 08 19	Québec
2625-4318 DOMAINE DE L'ÎLE ST-JOSEPH INC. ST-JOSEPH'S ISLAND ESTATE INC.	1988 08 15	Terrebonne
2621-6010 DUBOIS TAXI LA TUQUE INC.	1988 08 17	Saint-Maurice
2625-4987 DUVERNAY 21-B INC.	1988 08 16	Laval
2620-6961 ÉBÉNISTERIE LOUISEVILLE INC.	1988 08 16	Trois-Rivières
2621-5707 ÉDITION ÉLECTRONIQUE NV INC.	1988 08 19	Québec
2625-3880 EDK DISTRIBUTEURS INC.	1988 08 12	Laval
2625-4615 ENTREPRISE DE PLOMBERIE R.S.C. INC.	1988 08 16	Longueuil
2625-4151 ENTREPRISE V.G. PLASTICA INC.	1988 08 12	Laval
2621-5780 LES ENTREPRISES BOSNY SÉCURITÉ INC.	1988 08 17	Drummond
2625-5141 LES ENTREPRISES CARMINE GIUSEPPE CARELLI INC.	1988 08 17	Laval
2625-4052 LES ENTREPRISES DENIS PERRON INC.	1988 08 11	Joliette
2625-4516 LES ENTREPRISES DURA-DESIGN INC.	1988 08 16	Terrebonne
2625-5463 LES ENTREPRISES FÉNITEK INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-4953 LES ENTREPRISES FORESTIÈRES C.J.L.C. INC.	1988 08 16	Joliette
2621-5038 LES ENTREPRISES GÉRARD-RAYMOND GAGNÉ INC.	1988 08 08	Québec
2625-5539 LES ENTREPRISES GERMAIN LACASSE INC.	1988 08 18	Terrebonne

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4326 LES ENTREPRISES LANDRY & BIGRAS INC.	1988 08 16	Labelle
2621-5012 LES ENTREPRISES MICHEL HINSE INC.	1988 08 10	Saint-François
2625-4011 LES ENTREPRISES PASCAL TANGUAY INC.	1988 08 12	Montréal
2621-5186 LES ENTREPRISES PERLAM INC.	1988 08 11	Kamouraska
2620-6896 LES ENTREPRISES RÉAL LESSARD INC.	1988 08 10	Drummond
2620-6953 ÉPICERIE JEAN-GUY TREMBLAY INC.	1988 08 10	Roberval
2625-5919 ÉPICERIE SHERBROOKE INC. SHERBROOKE GROCERY INC.	1988 08 18	Montréal
2625-3617 ÉPICERIE ST-SAUVEUR INC.	1988 08 12	Drummond
2625-3989 L'ÉQUIPE J.D.T. INC.	1988 08 15	Montréal
2621-2845 EXCAVATION LOUBERT & FILS INC.	1988 08 18	Bonaventure
2625-4821 EXCAVATION ROBERT BÉRARD & FILS INC.	1988 08 15	Joliette
2625-5588 FABREVILLE VOITURIER REMORQUEUR INC.	1988 08 18	Laval
2625-3724 FABRIC O-TUBE INC.	1988 08 11	Joliette
2621-5103 FAHO PORCS INC.	1988 08 11	Drummond
2625-5521 FERME LAFER LTÉE	1988 08 17	Joliette
2621-5194 FERME MAILLO INC.	1988 08 11	Kamouraska
2621-5558 LES FILMS SCÉNARIO INC.	1988 08 17	Québec
2621-2720 FRANK ARSENAULT PIÈCES D'AUTOS (1988) INC.	1988 08 15	Québec
2621-5277 GARAGE MICHEL LAVOIE INC.	1988 08 19	Chicoutimi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2621-4312 GÉNIMEC INC.	1988 08 18	Chicoutimi
2620-8678 GESTION 100 INC.	1988 07 14	Hull
2621-4684 GESTION 3060 INC.	1988 08 17	Québec
2621-5624 GESTION AD-PRO LTÉE	1988 08 18	Laval
2621-0633 GESTION CHANTAL PLANTE INC.	1988 08 18	Beauce
2621-5566 GESTION DALAC INC.	1988 08 16	Québec
2621-0724 GESTION DANNIE INC.	1988 08 18	Bonaventure
2621-5798 GESTION DENYS CLOUTIER INC.	1988 08 17	Charlevoix
2625-5398 GESTION DES PRAIRIES INC.	1988 08 17	Laval
2625-4110 GESTION DU-BEAU-MUR INC.	1988 08 11	Trois-Rivières
2620-6904 GESTION F. HOUDE INC.	1988 08 10	Québec
2620-6888 GESTION GABRIEL RIOUX INC.	1988 08 09	Chicoutimi
2621-4932 GESTION G. FER INC.	1988 08 15	Québec
2625-4441 GESTION I.K.A. INC. I.K.A. MANAGEMENT INC.	1988 08 12	Laval
2621-5863 GESTION LOGICOM INC.	1988 08 12	Mingan
2625-5786 GESTION MADELEINE LEBEL INC.	1988 08 18	Longueuil
2625-4680 GESTION MAROCO INC.	1988 08 17	Longueuil
2625-4896 GESTION NOUVELLE INC.	1988 08 16	Laval
2625-5216 GESTION PIERRE LATOURELLE INC.	1988 08 17	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4979 GESTION PIERRE ST-GERMAIN INC.	1988 08 16	Longueuil
2625-4490 GESTION STANDARD BREAD R. THIBAUT INC.	1988 08 15	Saint-François
2621-5053 GESTION S. RIVERIN INC.	1988 08 15	Québec
2621-4742 GESTIONS J.C. L'HEUREUX INC.	1988 08 18	Québec
2621-2787 GRÉCOMEX INC.	1988 08 17	Beauce
2625-4672 GROUPE FINANCIER INVESTAS 2000 INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4755 GROUPE MONDEL INC.	1988 08 17	Montréal
2620-6854 GROUPE ROCHETIER INC.	1988 08 15	Kamouraska
2625-3534 GSSI GESTION SUPPORT ET SERVICES INFORMATIQUES INC.	1988 08 10	Montréal
2620-8603 HABITATIONS B.A.G. INC.	1988 07 13	Montréal
2625-5349 HOSTELLERIE LA DÉTENTE INC.	1988 08 17	Joliette
2620-6987 IMCI PRODUCTION INC.	1988 08 16	Trois-Rivières
2625-4565 IMMEUBLES 88-202 QUÉBEC INC.	1988 08 16	Longueuil
2621-3512 LES IMMEUBLES ANDREZ INC.	1988 08 15	Québec
2625-4714 LES IMMEUBLES DELORME & ASSOCIÉS INC.	1988 08 16	Laval
2621-2811 LES IMMEUBLES DORION & DORION INC.	1988 08 17	Québec
2625-5133 IMMEUBLES ESCOMPTE INC.	1988 08 17	Bedford
2625-4839 LES IMMEUBLES RJD LTÉE	1988 08 16	Longueuil
2621-5160 LES IMMEUBLES SUAD LTÉE	1988 08 16	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-5109 LES IMMEUBLES VALENTINE INC.	1988 08 17	Saint-Hyacinthe
2625-4102 IMPORTATIONS GEO & YAN INC.	1988 08 11	Laval
2621-2803 IMPORT-EXPORT P.V.R. INTERNATIONAL INC.	1988 08 16	Québec
2620-6862 INSTALLATIONS L.D. INC.	1988 08 11	Bonaventure
2625-4888 LES INVESTISSEMENTS GENICO LTÉE	1988 08 16	Laval
2625-4227 INVESTISSEMENTS P.T.R. INC. <i>P.T.R. INVESTMENTS INC.</i>	1988 08 15	Montréal
2625-3500 JOUETS TENTOP LTÉE <i>TENTOP TOYS LTD.</i>	1988 08 11	Montréal
2625-4284 J.S. DJEREDJIAN (CANADA) INC.	1988 08 15	Montréal
2620-6979 LEVASSEUR INSTALLATION INC.	1988 08 16	Québec
2621-4858 LOCATION DE GARAGES A.N.P. INC.	1988 08 12	Québec
2625-3765 LUC LACROIX & ASSOCIÉS INC.	1988 08 15	Montréal
2621-4692 LES LUMINAIRES LILIANE AUGER LTÉE	1988 08 17	Longueuil
2621-5699 L. SENECALE CONSTRUCTIONS INC.	1988 08 19	Iberville
2625-3716 L.A.M. ÉLECTRO-MÉCANO INC.	1988 08 11	Laval
2625-5554 L.T.H. RÉNOVATION INC.	1988 08 18	Montréal
2625-4433 MACHINERIES NORMIC INC.	1988 08 12	Saint-Hyacinthe
2621-4361 LE MAGASIN MULTI-CHOIX INC.	1988 08 16	Québec
2625-5455 LA MAISON DE LA PAROLE DE MONTRÉAL INC.	1988 08 17	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4664 MANAGEMENT PENTA INC. PENTA MANAGEMENT INC.	1988 08 16	Montréal
2625-3971 MARC PERRON LTÉE	1988 08 15	Laval
2625-5182 MARCHÉ LAJEUNESSE L. H-KAY INC.	1988 08 17	Montréal
2621-5004 MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ C.D.R. INC.	1988 08 11	Baie-Comeau
2621-5673 MENUISERIE ET ÉBÉNISTERIE RIMAC INC.	1988 08 18	Chicoutimi
2620-6946 MEUBLES GOBER INC.	1988 08 10	Saint-François
2625-3542 MEUBLES JEAN-LOUIS PITRE INC.	1988 08 10	Terrebonne
2621-5533 MICRO GESTION L.S.B. INC.	1988 08 11	Roberval
2621-1466 MIKIMOTO CANADA INC.	1988 08 01	Montréal
2621-6044 MOD'ATTRAIT INC.	1988 08 19	Frontenac
2625-5737 MONSIEUR OMER INC.	1988 08 18	Montréal
2625-5372 MOREAU LUMINAIRE INC.	1988 08 17	Rouyn-Noranda
2625-4789 MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.	1988 08 17	Laval
2625-3450 MULTI-SERVICES IMMOBILIERS DU QUÉBEC M.S.I.Q. INC.	1988 08 11	Montréal
2621-5152 NOVA SANTÉ INC.	1988 08 16	Longueuil
2621-5541 OPTION-INFO, INC.	1988 08 11	Montréal
2625-4961 PARAGEST INC.	1988 08 16	Drummond
2625-3633 PÂTISSERIE LA MENDIGOTE INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4268 PAVEBEC INC.	1988 08 15	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4078 PEINTURE EXPERT J.V.E. INC. EXPERT PAINTING J.V.E. INC.	1988 08 10	Montréal
2625-4631 PENTAGONE MICROSOLUTIONS INC.	1988 08 16	Montréal
2621-5665 PLACE DU ROUTIER INC.	1988 08 18	Beauce
2621-5137 LES PLACEMENTS BARFORD INC.	1988 08 11	Saint-François
2625-4870 LES PLACEMENTS EXPEC INC.	1988 08 16	Montréal
2625-5034 PLACEMENTS GRAHAM & BIERMAN INC. GRAHAM & BIERMAN INVESTMENTS INC.	1988 08 16	Montréal
2625-5562 LES PLACEMENTS JAREMI INC.	1988 08 18	Laval
2621-4965 PLANCHERS DE REMORQUE LECLERC INC. LECLERC TRUCK FLOORING INC.	1988 08 10	Montmagny
2625-5166 LES PLANCHERS NORAC LTÉE	1988 08 16	Montréal
2625-3526 PLEIN ESSOR IMMOBILIER INC.	1988 08 10	Montréal
2625-3773 POMPES & FILTRATION SAG-LAC INC.	1988 08 15	Chicoutimi
2625-3641 LES PORTES DE GARAGE S.G.E. INC.	1988 08 12	Laval
26625-5695 LES PRODUCTIONS BANV INC.	1988 08 18	Montréal
2625-4334 LES PRODUCTIONS PAROLA INC.	1988 08 16	Montréal
2625-3674 PROMOTIONS SAMAD INC.	1988 08 11	Montréal
2625-4771 QUINCAILLERIE J.A. BRUNEAU (1988) INC.	1988 08 16	Longueuil
2621-5855 REBOISEMENT ET DÉBROUSSAILLEMENT NAZAIRE INC.	1988 08 12	Saint-François
2625-4805 REDECON INC.	1988 08 17	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-5364 LES RÉNOVATIONS ANDRÉ LATERREUR INC.	1988 08 16	Laval
2625-4649 RESTAURANT ALFA HOT DOG INC.	1988 08 16	Longueuil
2621-4841 RESTAURANT CHEZ ÉMILIE INC.	1988 08 15	Québec
2621-3488 RESTAURANT LES NEIGES INC.	1988 08 15	Québec
2625-4607 RESTAURANT MUY LY HOUR INC.	1988 08 15	Montréal
2625-4342 RESTAURANT VICHY (WEST ISLAND) INC. VICHY RESTAURANT (WEST ISLAND) INC.	1988 08 16	Montréal
2625-4656 RESTO MAISON INC.	1988 08 16	Longueuil
2620-6912 ROGER GRENIER ET ASSOCIÉS INC.	1988 08 10	Trois-Rivières
2625-3591 LES RUBANS SIGNATURES INC.	1988 08 12	Beauharnois
2625-5174 SALON DE BRONZAGE RÉ-AL INC.	1988 08 16	Montréal
2625-5596 SERGE BOISSEAU COURTAGE ALIMENTAIRE INC.	1988 08 18	Longueuil
2625-5893 SERLIVARD INC.	1988 08 18	Abitibi
2621-5145 LES SERRES JEAN SLUSAREK & FILS INC.	1988 08 11	Joliette
2620-7001 SERVICE DE PNEUS DEMERS INC.	1988 08 17	Saint-Maurice
2625-4797 SERVICE PLEIN AIR OUTAOUAIS- VAL-DES-MONTS, INC.	1988 09 01	Hull
2625-3625 SIDOC INC.	1988 09 01	Montréal
2625-5240 SOCIÉTÉ D'EXPERTISE IMMOBILIÈRE CHERRIER INC.	1988 08 17	Laval
2621-2795 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT 1204 INC.	1988 08 16	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4243 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE IMMABEC INC.	1988 08 15	Montréal
2625-3443 LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE MULTI-FINANCE INC.	1988 08 11	Montréal
2625-3435 SPEQ PHOENIX INC.	1988 08 11	Drummond
2625-5042 STRUCTURES GLOBALES LTÉE	1988 08 17	Richelieu
2625-3955 ST-GEORGES ET RONDEAU INC.	1988 08 15	Joliette
2621-5285 SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIÈRE J.M.J. INC.	1988 08 19	Hull
2625-4417 SYSTÈME DCAM INC.	1988 08 15	Montréal
2621-0740 SYSTÈMES DEFOR INC.	1988 08 19	Laval
2625-5406 LES SYSTÈMES D'ALARMES G F D INC.	1988 08 17	Montréal
2625-3732 TECHNICO CHAUFFAGE LTÉE	1988 08 11	Longueuil
2625-4300 TECHNOBRIQUE INC.	1988 08 15	Joliette
2621-5616 LES TECHNOLOGIES C.F.A.O. INC.	1988 08 18	Montréal
2621-5111 TERRASSEMENT ET DÉNEIGEMENT MICHEL INC.	1988 08 11	Montréal
2625-3658 LES TOURS DE LA RIVIÈRE PHASE II INC.	1988 08 15	Laval
2621-5814 LES TRAITEMENTS LABO INC.	1988 08 15	Montmagny
2625-5059 TRANSPORT ALBERT GOUPIL INC.	1988 08 17	Beauharnois
2621-0534 TRANSPORT C.C.R. INC.	1988 08 09	Abitibi
2621-5582 TRANSPORT DANIEL CHOUINARD INC.	1988 08 17	Trois-Rivières
2621-4635 TRANSPORT E. POULIOT INC.	1988 08 16	Montmagny

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2625-4599 TRANSPORT RAYMOND SIMARD INC.	1988 08 15	Roberval
2621-0542 TRANSPORT R.G.F. INC.	1988 08 10	Beauce
2625-4847 TRANSPORT SYGY INC.	1988 08 15	Longueuil
2621-2837 LES TROUVAILLES DE VIRGINIE INC.	1988 08 18	Québec
2625-4201 TRUSCAP CRÉDIT-BAIL INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4912 LES UNITÉS MOBILES L. DUPUIS INC.	1988 08 16	Joliette
2621-0641 USINAGE BLAIS & FILS INC.	1988 08 18	Québec
2625-3583 VACANCES-CROISIÈRES 70 MILES INC.	1988 08 12	Montréal
2621-5202 VESTART SERVICES FINANCIERS LTÉE	1988 08 17	Montréal
2621-3520 VOYAGE TAXI DE L'OUEST DE L'ÎLE INC.	1988 08 12	Montréal
2625-4482 LES VOYAGES LYRAS INC.	1988 08 15	Labelle
2625-4524 V.V. COURTIER EN ALIMENTATION INC. V.V. FOOD BROKERS INC.	1988 08 15	Montréal

L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

534

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1236-3784 BARTON INVESTMENTS CORPORATION	1959 03 06	1988 08 12	SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS BARTON CORPORATION BARTON INVESTMENTS CORPORATION

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1274-5691 CENTRE D'ACCUEIL LE ROYER INC.	1961 04 05	1988 07 20	
1371-0165 LA COMPAGNIE DE MESSAGERIES CHOMEDEY INC.	1975 01 20	1988 08 12	BUROSYSTÈME INC.
1116-9455 LA CORPORATION D'EMBALLAGE UNIVERSELLE	1966 08 30	1988 08 18	
1256-2476 ELLERTON CORPORATION	1959 02 18	1988 08 12	
1168-8942 LES ENTREPRISES DU DOMAINE INC.	1960 09 26	1988 08 12	
1257-5221 ERNEST MONTPETIT & FILS INC.	1967 05 24	1988 08 12	
1368-0426 FERME LEMIANCLAU INC.	1974 05 01	1988 08 17	DOMAINE VIVR-ANS-SEMBLE INC.
1503-4796 GEORGES A. LEDUC LTÉE	1976 05 17	1988 07 15	
1262-7451 GERMAIN SIMARD LTÉE	1966 04 06	1988 08 12	
1265-3424 HÉBERT ET LANGLOIS LTÉE	1965 04 08	1988 07 27	PROGESTRIE INC.
1117-8456 JASCO ELECTRO CO. LTD.	1959 07 08	1988 08 18	JASCO ÉLECTRIQUE CIE LTÉE JASCO ELECTRIC CO. LTD.
1229-5408 J. ADRIEN ROLAND LEMIEUX INC.	1971 06 23	1988 08 15	LES PLACEMENTS PERREAULT, ROUILLARD, PRESSEAU LTÉE
1344-5309 J.P. FALET INC.	1973 08 24	1988 08 11	
1126-7341 LÉON HOULE LTÉE	1958 11 18	1988 08 15	
1469-2933 LOCATION D'ÉQUIPEMENT CHICOUTIMI (1976) LTÉE	1976 08 18	1988 08 17	
1273-2061 MACHINERIE CONTINENTAL INC.	1941 03 12	1988 08 16	
1116-3110 M. LAFAYETTE, ÉBÉNISTE INC.	1955 03 31	1988 08 12	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1463-1402 PIÈCES D'AUTO FORT CHAMBLY INC.	1975 11 13	1988 08 12	GESTION LUCIEN JEAN INC.
1300-7901 PIÈCES D'AUTOS L.M. INC.	1972 03 03	1988 08 12	
1279-0895 PIÈCES D'AUTOS WATERLOO INC.	1965 06 14	1988 08 15	
1479-8581 PRODUITS SANITAIRES AUDET INC.	1977 08 04	1988 08 11	
1362-1883 PROMOTIONS HAMPSTEAD LIMITÉE	1975 03 03	1988 08 15	
1634-4921 LES RESSORTS ALPHA INC.	1979 03 19	1988 08 12	
1154-2610 RESTAURANT CHEZ CAMILLE LTÉE	1965 12 30	1988 07 22	
1506-7960 LES SERVICES PAUL LAURIER INC.	1977 09 07	1988 08 11	LES SERVICES PAUL LAURIER & ASSOCIÉS INC.
1273-4430 SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN WESTERN LTÉE	1967 01 13	1988 08 15	
1629-5206 SOMOMAR INC.	1978 09 05	1988 08 16	
1623-9055 VOYAGES DESPARTS INC.	1978 02 27	1988 08 11	
1479-2667 V. BOYER ET FILS INC.	1977 07 07	1988 08 12	1479-2667 QUÉBEC INC.

Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à la compagnie suivante:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale de la compagnie fusionnée	Date de fusion	District judiciaire
2621-3850 LES APPARTEMENTS LINTON (1988) INC. THE LINTON APARTMENTS (1988) INC.	LES APPARTEMENTS LINTON (1953) LTÉE LINTON ANNEX INCORPORATED	1988 08 15	Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

534

Délivrance d'un certificat de modification

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2149-3283 2149-3283 QUÉBEC INC.	1982 12 23	1988 08 10	de la dénomination sociale: GROUPE MAKI INC.
2173-2227 2173-2227 QUÉBEC INC.	1984 07 31	1988 08 02	du district: Laval
2174-1988 2174-1988 QUÉBEC INC.	1984 04 28	1988 08 05	de la dénomination sociale: COURT-VRAC INC.
2315-0378 2315-0378 QUÉBEC INC.	1985 01 14	1988 08 17	du capital-actions
2333-0780 2333-0780 QUÉBEC INC.	1985 12 23	1988 08 12	1) de la dénomination sociale: CONDOMINIUMS LAC-MEGANTIC INC. 2) du district: Mégantic
2333-2224 2333-2224 QUÉBEC INC.	1986 01 10	1988 08 19	du capital-actions
2420-2145 2420-2145 QUÉBEC INC.	1986 09 18	1988 08 08	de la dénomination sociale: BIO VALLÉE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2423-5616 2423-5616 QUÉBEC INC.	1986 10 24	1988 08 10	du district: Montréal
2425-5903 2425-5903 QUÉBEC INC.	1986 12 29	1988 08 11	du capital-actions
2426-5936 2426-5936 QUÉBEC INC.	1987 01 28	1988 08 16	du capital-actions
2427-8905 2427-8905 QUÉBEC INC.	1987 01 08	1988 08 04	du district: Hull
2526-3476 2526-3476 QUÉBEC INC.	1987 05 27	1988 08 08	du district: Joliette
2526-9879 2526-9879 QUÉBEC INC.	1987.06 12	1988 08 08	du district: Joliette
2529-4125 2529-4125 QUÉBEC INC.	1987 08 19	1988 08 12	du district: Beauce
2531-0798 2531-0798 QUÉBEC INC.	1987 09 29	1988 08 11	de la dénomination sociale: GESTION D'EXPLOITATION MINIÈRE-GEM INC.
2531-4618 2531-4618 QUÉBEC INC.	1987 10 08	1988 08 09	du district: Saint-Hyacinthe
2540-6893 2540-6893 QUÉBEC INC.	1987 11 06	1988 08 19	de la dénomination sociale: GESTION GILLES BOURRET INC.
2541-4475 2541-4475 QUÉBEC INC.	1987 11 26	1988 08 17	de la dénomination sociale: IMPRIMERIE CHARLESBOURG (1988) INC.
2541-7460 2541-7460 QUÉBEC INC.	1987 12 09	1988 08 12	de la dénomination sociale: FORTREX TRANSPORT INC.
2543-4127 2543-4127 QUÉBEC INC.	1987 12 14	1988 08 08	du district: Longueuil
2544-1726 2544-1726 QUÉBEC INC.	1987 12 21	1988 08 15	1) du district: Montréal 2) du capital-actions
2544-1734 2544-1734 QUÉBEC INC.	1987 12 21	1988 08 15	1) du district: Montréal 2) du capital-actions
2545-7698 2545-7698 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 08 15	de la dénomination sociale: LANDRY & BERNIER INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2546-8364 2546-8364 QUÉBEC INC.	1988 01 18	1988 08 03	de la dénomination sociale: IMMEUBLES ELLE INC.
2548-8115 2548-8115 QUÉBEC INC.	1988 02 17	1988 07 29	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS ROBERT GHETTI INC.
2549-1770 2549-1770 QUÉBEC INC.	1988 02 24	1988 08 09	de la dénomination sociale: BAKARA HAUTE COIFFURE INC.
2549-3677 2549-3677 QUÉBEC INC.	1988 02 29	1988 08 17	1) du district: Témiscamingue 2) du capital-actions 3) des dispositions
2549-6977 2549-6977 QUÉBEC INC.	1988 04 06	1988 08 08	de la dénomination sociale: PAVAGE ASBEC INC.
2549-8890 2549-8890 QUÉBEC INC.	1988 04 18	1988 08 15	de la dénomination sociale: LOCATION GILBRO INC.
2550-4929 2550-4929 QUÉBEC INC.	1988 03 15	1988 08 17	du district: Terrebonne
2550-7823 2550-7823 QUÉBEC INC.	1988 03 22	1988 08 19	1) de la dénomination sociale: ALARME GILBERT DESJARDINS INC. 2) du district: Joliette
2552-3218 2552-3218 QUÉBEC INC.	1988 03 30	1988 08 19	1) de la dénomination sociale: MEGATECH ÉLECTRO INC. 2) du district: Saint-Maurice 3) du capital-actions 4) des dispositions
2552-5544 2552-5544 QUÉBEC INC.	1988 04 06	1988 08 16	du capital-actions
2553-0734 2553-0734 QUÉBEC INC.	1988 05 20	1988 08 15	de la dénomination sociale: CLUB VIDÉO SULLIVAN INC.
2617-7261 2617-7261 QUÉBEC INC.	1988 05 02	1988 08 17	de la dénomination sociale: PUBLI-ENCARTS INC.
2618-1313 2618-1313 QUÉBEC INC.	1988 06 22	1988 08 17	du district: Arthabaska

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2618-3079 2618-3079 QUÉBEC INC.	1988 05 09	1988 08 08	de la dénomination sociale: ATLANTIDE DESIGN (1988) INC.
2618-4622 2618-4622 QUÉBEC INC.	1988 05 11	1988 08 10	1) de la dénomination sociale: PISCINES B & M INC. 2) du district: Joliette
2619-2112 2619-2112 QUÉBEC INC.	1988 05 27	1988 08 09	de la dénomination sociale: SPORT 18 INC.
2619-6956 2619-6956 QUÉBEC INC.	1988 06 07	1988 08 18	1) de la dénomination sociale: LIBRAIRIE LARICO INC. 2) du district: Longueuil 3) du capital-actions
2620-4545 2620-4545 QUÉBEC INC.	1988 07 06	1988 08 19	de la dénomination sociale: RE/MAX RÉFÉRENCE INC.
2622-6159 2622-6159 QUÉBEC INC.	1988 06 29	1988 08 12	de la dénomination sociale: GESTION BLOCESTRIE INC.
2622-6282 2622-6282 QUÉBEC INC.	1988 06 30	1988 08 18	du district: Rimouski
2622-6290 2622-6290 QUÉBEC INC.	1988 06 30	1988 08 18	du district: Rimouski
2622-6464 2622-6464 QUÉBEC INC.	1988 06 30	1988 08 18	du district: Joliette
2622-6472 2622-6472 QUÉBEC INC.	1988 06 30	1988 08 16	du district: Terrebonne
2622-7611 2622-7611 QUÉBEC INC.	1988 07 04	1988 08 11	de la dénomination sociale: DÉCOR ZED INC.
2622-9351 2622-9351 QUÉBEC INC.	1988 07 07	1988 08 12	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES RENOSPEC DE VERDUN INC.
2622-9567 2622-9567 QUÉBEC INC.	1988 07 07	1988 08 16	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION VILLÉGIATURE INC.
2623-1480 2623-1480 QUÉBEC INC.	1988 07 13	1988 08 16	de la dénomination sociale: GESTION ROCLINE LTÉE

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2623-1498 2623-1498 QUÉBEC INC.	1988 07 13	1988 08 16	de la dénomination sociale: GESTION GISNA LTÉE
2623-2199 2623-2199 QUÉBEC INC.	1988 07 15	1988 08 11	1) du district: Laval 2) des dispositions
2623-4492 2623-4492 QUÉBEC INC.	1988 07 21	1988 08 15	1) de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES CHAUBERT INC. 2) du district: Longueuil
2623-4567 2623-4567 QUÉBEC INC.	1988 07 20	1988 08 05	du capital-actions
2623-6109 2623-6109 QUÉBEC INC.	1988 07 25	1988 08 05	1) de la dénomination sociale: GESTION JELI INC. 2) du district: Chicoutimi
2623-7586 2623-7586 QUÉBEC INC.	1988 08 01	1988 08 17	du district: Beauharnois
2623-7636 2623-7636 QUÉBEC INC.	1988 08 01	1988 08 11	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS INSPEC INC.
2623-8048 2623-8048 QUÉBEC INC.	1988 08 01	1988 08 10	du district: Abitibi
2150-1085 ACCOMMODATION DATO INC.	1983 01 19	1988 08 10	de la dénomination sociale: ÉBÉNISTERIE DANIEL CARON INC.
1462-2211 AÉROMAR INC.	1975 09 26	1988 08 17	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 12
2536-4134 AGRO-CONTACT INC.	1987 06 16	1988 08 17	du capital-actions
2315-9379 ALIMENTATION DE L'OUEST INC.	1985 01 31	1988 08 11	de la dénomination sociale: GESTION ROLAND GOSSELIN INC.
2153-2221 L'AQUEDUC STE-EUPHÉMIE INC.	1983 04 27	1988 08 09	des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2163-1353 ASSURANCES PERREAULT, ROUILLARD (1984) LTÉE	1983 11 30	1988 08 15	1) de la dénomination sociale: ASSURANCES PERREAULT, ROUILLARD, PRESSEAU LTÉE 2) du capital-actions 3) des dispositions
2544-7269 ASSURANCES WEBER INC.	1988 02 08	1988 08 15	du capital-actions
1849-2041 BÂTIMENTS MESSIER INC.	1981 08 07	1988 08 12	de la dénomination sociale: CONSTRUCTIONS 3 M INC.
2617-3724 BERNARD MOREAU & FILLES INC.	1988 04 25	1988 08 11	du capital-actions
1643-8764 BÉROMA INC.	1980 04 22	1988 08 08	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 15
1361-6578 BOUTIQUE LA GAILLARDE INC.	1975 02 26	1988 08 15	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 5
2322-6921 BRASSETTE «LA DAME DE COEUR» INC.	1985 06 17	1988 08 02	de la dénomination sociale: GESTION CLAUDE COULOMBE INC.
2419-0340 B. PAQUETTE INC.	1986 08 04	1988 08 10	du capital-actions
1510-0464 LE CABINET DE RELATIONS PUBLIQUES NATIONAL N.P.R. INC.	1978 01 10	1988 08 18	ajoutant la version: NATIONAL PUBLIC RELATIONS N.P.R. INC.
2551-2856 CARREFOUR MASSON HAMEL INC.	1988 04 25	1988 08 19	du capital-actions
2320-6535 CHAR-PLOMB-EL INC.	1985 05 13	1988 08 10	de la dénomination sociale: GUY COULOMBE ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2537-9983 CHÂTEAU ST-SAUVEUR INC.	1987 08 13	1988 08 11	1) du capital-actions 2) des dispositions
2620-4990 CHRISTIAN BOISJOLI INC.	1988 07 06	1988 08 15	de la dénomination sociale: CHRISTIAN BOISJOLY INC.
1196-6371 CINÉ-PARC DE LANAUDIÈRE INC.	1970 02 25	1988 08 03	de la dénomination sociale: 1196-6371 QUÉBEC INC.
2527-4457 CLUB DE GOLF SÉLECT INC.	1987 06 22	1988 08 10	de la dénomination sociale: LES PROMOTIONS GOLF-PAR INC.
2550-2436 LA COMPAGNIE DE GESTION CANON INC.	1988 03 10	1988 08 01	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1631-5772 CONFECTIONS LABRIE INC.	1978 11 21	1988 08 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
2551-7194 LES CONSTRUCTIONS C.D.G.P. INC.	1988 04 29	1988 08 16	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 20
2437-6014 LES CONSTRUCTIONS DU TARPAN LTÉE	1986 06 02	1988 07 29	du district: Montréal
2525-3808 LES CONSTRUCTIONS NORMAND D'ARGY INC.	1987 05 05	1988 08 08	du district: Arthabaska
2544-9398 LES CONSTRUCTIONS SOLAM INC.	1988 02 18	1988 08 18	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
2414-2374 LES CONSULTANTS ANDROÏDE INC.	1986 04 01	1988 08 03	du capital-actions
2317-0020 LES CONTRÔLES INDUSTRIELS ALPHA INC.	1985 02 21	1988 08 15	du district: Terrebonne

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1625-5911 LA CORPORATION INSTRUMENTARIUM INC.	1978 04 18	1988 08 03	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 5
2524-5960 COURTIERS P.H.D. INC.	1987 04 15	1988 08 16	de la dénomination sociale: SERVICES FINANCIERS QUADRO-SOLIMCO INC.
1845-3076 DIONNE ET LAVOIE INC.	1981 04 13	1988 08 16	de la dénomination sociale: LES GESTIONS JEAN-PAUL LAVOIE INC.
1279-1240 ÉCOLE PASTEUR INC.	1958 08 15	1988 08 02	du district: Laval
2426-9219 LES ENTREPRISES CULTURELLES INC.	1987 02 04	1988 08 03	du district: Longueuil
2412-2921 LES ENTREPRISES DE RÉFRIGÉRATIO: VALCOM (1987) INC.	1986 02 20	1988 08 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
2310-2452 LES ENTREPRISES DULUDE & FRÈRES INC.	1984 09 14	1988 08 09	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2156-1576 LES ENTREPRISES GILBERT GOYETTE INC.	1983 05 31	1988 08 11	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES BERNARD G. ROY INC. 2) du district: Laval
2619-8994 LES ENTREPRISES MICHELLE BERGERON ET PIERRE G. ROY INC.	1988 06 14	1988 08 11	1) de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES MICHELLE BERGERON INC. 2) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 10
2527-1263 LES ENTREPRISES PEDECO INC.	1987 06 15	1988 08 16	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES PEDOCO INC.
1134-2565 ÉQUIPEMENTS RICHELIEU LTÉE	1956 12 17	1988 08 11	de la dénomination sociale: GESTION CLAUDE M.G. CHARETTE INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2425-7677 EXCAVATION FAFARD INC.	1987 01 06	1988 08 10	1) du capital-actions 2) des dispositions
2334-0383 EXPLORATION RAMBO INC.	1986 01 23	1988 08 15	de la dénomination sociale: RESSOURCES MINIÈRES COLERAINE INC.
2310-7113 FESTIVAL AN.DE.LI.NO. INC.	1984 09 26	1988 08 15	de la dénomination sociale: DAIGLE & DUBÉ INC.
2618-3012 FORMADENT INTERNATIONALE INC.	1988 05 06	1988 08 17	du capital-actions
1625-7859 GALLANT ET GAUDREULT INC.	1978 04 24	1988 08 16	de la dénomination sociale: CSE ÉLECTRIQUE INC.
2530-3710 GESTION EVEREST INC.	1987 09 14	1988 08 02	du district: Laval
2553-7101 GESTION JACQUES ET PAULINE GARANT INC.	1988 06 03	1988 08 03	du district: Beauce
2619-5164 GESTION MALBEUF INC.	1988 06 06	1988 08 12	1) de la dénomination sociale: GESTION CRETON INC. 2) du district: Montréal
1850-5909 GESTION ODEL LTÉE	1981 09 22	1988 08 15	1) de la dénomination sociale: GESTION BLOU-DAL INC. 2) du district: Terrebonne
2547-8496 GESTION RICHARD POISSON INC.	1988 01 29	1988 08 03	de la dénomination sociale: GESTION DENTAIRE CHARLEVOIX INC.
2411-2815 GESTION R. DEBLOIS INC.	1986 01 31	1988 08 18	du capital-actions
2326-1472 GOTEX INC.	1985 08 28	1988 08 08	de la dénomination sociale: BONNETERIE GOYET INC. GOYET HOSIERY INC.
1853-8504 LE GROUPE RESTO INC.	1982 01 01	1988 08 12	du capital-actions
1301-4824 GUY LESAGE TRANSPORT INC.	1969 11 21	1988 08 17	1) de la dénomination sociale: 1301-4824 QUÉBEC INC. 2) du district: Saint-Maurice

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1418-1937 G. ROITMAN & ASSOCIÉS LIMITÉE	1972 10 20	1988 08 02	du capital-actions
2531-5565 LES HABITATIONS C.D. INC.	1987 10 09	1988 08 05	de la dénomination sociale: CENTRE DE RÉNOVATION NATEX INC.
1242-1418 LE HOLDING CADNAM LTÉE	1960 08 08	1988 08 10	1) du capital-actions 2) des dispositions
2622-7124 HYDRAULITECH INC.	1988 07 04	1988 08 19	du district: Alma
2434-8732 H.F.T. CONSULTANTS INC.	1986 03 18	1988 08 11	1) du capital-actions 2) des dispositions
2552-7953 IMALIN INC.	1988 04 11	1988 08 01	1) du district: Laval 2) du capital-actions
1648-1657 LES IMMEUBLES CASTONGUAY, DESMEULES, DUBÉ, HUARD INC.	1980 10 06	1988 08 03	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES DE GESTION SERMEC, INC.
2413-0338 IMPRIMERIE CHARLESBOURG (1986) INC.	1986 03 04	1988 08 17	de la dénomination sociale: 2413-0338 QUÉBEC INC.
1114-2866 LES INVESTISSEMENTS DOZAMCO INC.	1951 11 06	1988 07 15	du district: Terrebonne
1859-5264 LES INVESTISSEMENTS D.S.R. INC.	1982 07 09	1988 08 10	de la dénomination sociale: AUTOMOBILE LAURHÉAL (1988) INC.
1105-2958 JACQUES ADAM INC.	1966 12 30	1988 08 08	du capital-actions
1104-9319 JEAN GERVAIS INC.	1958 12 23	1988 08 10	du district: Terrebonne
2546-3019 LAFCAM CONSTRUCTION INC.	1988 03 04	1988 08 10	de la dénomination sociale: LAFCAM INDUSTRIEL INC.
2329-8813 LAVALIN TRANSPORT ET TÉLÉCOM INC.	1985 11 01	1988 08 08	1) de la dénomination sociale: LAVALINTEL INC. 2) du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2535-0471 LAVE-AUTO CARREFOUR INC.	1987 05 19	1988 08 15	de la dénomination sociale: «NEW LOOK» AUTO CARREFOUR INC.
2435-1082 LOCATION BEL-HIL INC.	1986 03 25	1988 08 05	du capital-actions
2173-5048 LES LOCATIONS D'AUTOS BERLIER INC.	1984 08 07	1988 08 12	1) de la dénomination sociale: LES REPRÉSENTANTS AUTONOMES DE VENTE MONTRÉAL LTÉE 2) du capital-actions
2619-1650 LUMINAIRE ALDER (1988) INC.	1988 05 27	1988 08 15	du capital-actions
2542-3369 MAGESCO INC.	1988 01 01	1988 08 05	du capital-actions
2620-0519 MARCHAND DES TRÉSORS M.H. INC.	1988 06 20	1988 08 10	de la dénomination sociale: MARCHAND DE TRÉSORS M.H. INC.
1850-9224 MARCHÉ G.P. INC.	1981 09 30	1988 08 16	de la dénomination sociale: LES SUPERMARCHÉS GP INC.
2428-6882 MARIO BERNIER ASSURANCES INC.	1987 02 02	1988 08 19	1) du capital-actions 2) des dispositions
2549-7652 MENUISERIE S.M. INC.	1988 04 13	1988 08 03	de la dénomination sociale: RÉNOVATIONS GÉNÉRALES MARCEL GOSSELIN INC.
2551-7145 MEUNERIE BLANDFORD INC.	1988 05 09	1988 08 16	du capital-actions
1362-4440 MICHEL COUPAL & ASSOCIÉS INC.	1976 05 07	1988 08 05	de la dénomination sociale: CENTRE DE RÉSULT-HABILETÉ INC.
2321-2202 MOTEL DESROY INC.	1985 05 21	1988 08 03	de la dénomination sociale: MOTEL LE 1212 INC.
2542-9085 MULTI-TREMPE INC.	1988 01 20	1988 08 15	de la dénomination sociale: THERMATEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
1849-6851 NOMENA INC.	1981 08 20	1988 08 12	du capital-actions
2319-6694 NOVALCOM INC.	1985 04 23	1988 08 03	de la dénomination sociale: NOVALCORP INC.
2424-0541 P M E INFO PLUS INC.	1986 11 13	1988 08 08	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 5
2411-8168 PAPETERIE MARCOTTE INC.	1986 02 11	1988 08 16	du capital-actions
2311-3467 LES PAVAGES PASCAL INC.	1984 10 19	1988 07 08	du district: Laval
1503-2022 PEP-TEX INC.	1976 04 29	1988 08 01	du capital-actions
2324-9402 PISCINES R. BÉLISLE INC.	1985 08 06	1988 08 03	1) de la dénomination sociale: GESTION LIBER INC. LIBER HOLDINGS INC. 2) du district: Montréal
2415-9402 PISCINES VIMA INC.	1986 05 02	1988 08 09	de la dénomination sociale: GESTION F.M.R.M. INC.
2438-9405 PIUZE ET ROBERT, CONSULTANTS INC.	1986 07 22	1988 08 10	1) du capital-actions 2) des dispositions
1256-5305 PLACAGE EMPIRE LTÉE	1945 04 12	1988 08 12	du capital-actions
2158-3067 PLACE LARIVIÈRE LTÉE	1983 08 10	1988 08 04	de la dénomination sociale: 2158-3067 QUÉBEC INC.
2436-9282 LES PLACEMENTS G.M.S. INC.	1986 05 09	1988 08 16	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 6
2621-1409 PLACEMENTS L.R.O. INC.	1988 08 01	1988 08 16	du capital-actions
2546-5048 LES PLANCHERS LECLERC INC.	1988 03 15	1988 08 10	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2318-4344 LES PNEUS VANASSE (1985) LTÉE	1985 03 25	1988 08 04	de la dénomination sociale: PLACE LARIVIÈRE - PNEUS VANASSE (1985) LTÉE
1860-2011 PRODUITS ÉTANCHES POUR LA PROTECTION DU SOL (P.E.P.S.) INC.	1982 07 30	1988 08 12	du district: Joliette
2326-9475 RÉNOVATIONS J. LAPOINTE ET FILS INC.	1985 09 11	1988 08 17	du district: Terrebonne
1159-7309 RESTAURANT ÉLITE INC.	1969 01 07	1988 08 09	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS JEAN-GUY BENOIT INC.
2551-1684 RESTAURANT LOUJAC INC.	1988 04 14	1988 08 15	du district: Terrebonne
2164-4919 RÉTROVISION INC.	1984 02 08	1988 08 17	des dispositions
2312-2591 RICHELIEU-S.B.C.S. INC.	1984 11 05	1988 08 11	de la dénomination sociale: BMST RICHELIEU EXPERTS CONSEILS INC.
2411-6154 SALON DE BRONZAGE ST-AMBROISE INC.	1986 02 05	1988 08 10	de la dénomination sociale: GESTION KILDARE INC.
2530-2498 SCABRINI INC.	1987 09 10	1988 08 15	de la dénomination sociale: GESTION PIERRE GOULET INC.
1864-5424 SCIERIE MITIS INC.	1982 12 20	1988 08 15	du capital-actions
2617-4466 SCIERIE ROBERT MALTAIS INC.	1988 04 26	1988 08 17	de la dénomination sociale: LES CARRIÈRES DU PARC INC.
1264-3110 SERVICE DE RADIOLOGIE GRENET INC.	1965 12 16	1988 08 17	du capital-actions
1849-7651 SERVICE DE REBUTS GAGNÉ INC.	1981 08 25	1988 08 15	du nombre des administrateurs: minimum: 1 maximum: 7

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2323-6722 SOCIÉTÉ DE GESTION SONAR INC.	1985 07 05	1988 08 15	de la dénomination sociale: SONAR EXPERT EN SINISTRES ET ÉVALUATEUR CONSEIL INC.
1284-6630 SOJECCI LTÉE	1967 05 18	1988 08 08	du capital-actions
2324-9451 SYSTÈME DE SÉCURITÉ PROFESSIONNEL R.F. INC.	1985 08 07	1988 08 11	du district: Montréal
2149-7425 TRANSPORT MICHEL PROULX INC.	1982 12 29	1988 08 17	1) de la dénomination sociale: EXPEDINORD INC. 2) du district: Longueuil
2321-0990 TROW ET ASSOCIÉS LTÉE	1985 05 21	1988 08 12	de la dénomination sociale: PATENAUDE, TROW ET ASSOCIÉS LTÉE

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

534

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à la compagnie suivante:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
1142-6350 LES ENTREPRISES DE PLOMBERIE P. LE- FEBVRE INC.	Continuation	1988 07 19	1988 08 10

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

534

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2621-4148 ASSOCIATION DE BIODYNAMIE DU QUÉBEC	1988 08 16	93, Aqueduc, Saint-François-de-Montmagny
2621-3835 ASSOCIATION DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE SAINT-JOSEPH DE BEAUCE	1988 08 18	843, avenue du Palais, Saint-Joseph-de-Beauce
2621-1698 ASSOCIATION DE KYNOURIEON-(TSAKONON), QUÉBEC, CANADA	1988 08 19	7046, Outremont, Montréal
2621-5244 ASSOCIATION DE LA TRÈS SAINTE-MARIE DE COSTANTINOPLE DE CASTELGRANDE <i>ASSOCIAZIONE MARIA SS. DI COSTANTINOPOLI DI CASTELGRANDE</i>	1988 08 18	7701, Place Élie Beaugard, Montréal
2621-5087 L'ASSOCIATION DE PARENTS-UNIQUES DE LA HAUTE-YAMASKA INC.	1988 08 16	Granby
2621-3827 L'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES DE STE-GERTRUDE INC.	1988 08 18	6345, des Pins, Sainte-Gertrude
2621-5210 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE CLAIRE FONTAINE	1988 08 18	3315, boulevard l'Assomption, app. 205, Montréal
2621-3405 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE FAVARD	1988 08 15	2066, rue Favard, app. 303, Montréal
2621-3819 ASSOCIATION DES MARCHANDS DES CENTRES D'ACHAT DU QUÉBEC (AMCAQ)	1988 08 17	2095, boulevard Charest ouest, bureau 200, Sainte-Foy
2621-3413 ASSOCIATION DES PARENTS ET AMIS DU MALADE MENTAL DE GRANBY ET RÉGION	1988 08 15	128, rue Moreau, Granby
2621-5632 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE LA POINTE DU CHÂTEAU INC.	1988 08 18	283, rue Lambert, Saint-Donant-de-Montcalm

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2621-4940 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES JEUNES PARLEMENTAIRES	1988 08 16	438, rue St-Pierre, bureau 204, Montréal
2621-5517 BASEBALL LOUISEVILLE INC.	1988 08 17	360, avenue du Parc, Louiseville
2621-1664 LE CENTRE COMMUNAUTAIRE DES GAIS ET LESBIENNES DE MONTRÉAL	1988 08 17	1887, rue Wolfe, Montréal
2620-8017 CENTRE DE DÉVELOPPEMENT NOUVELLE BEAUCE INC.	1988 08 18	287, Marguerite Bourgeois, Sainte-Marie
2621-4619 CLUB CULTUREL TERAMA	1988 08 16	810, Sir Adolphe Routhier, Québec
2621-4601 CLUB DE CHASSE CLOUTIER ET DUBOIS INC.	1988 08 19	Route rurale numéro 1, chemin Laliberté, Dixville
2621-5269 LE CLUB DE HOCKEY LES SAGUENÉENS INC.	1988 08 19	Chicoutimi
2621-4916 CLUB DE JUDO DE TERREBONNE	1988 08 16	1625, de Gryon, Terrebonne
2621-1623 CLUB DE VILLÉGIATURE LA PIPE	1988 08 16	800, de la Rochelle, Alma
2621-1631 LE COMITÉ DES CITOYENNES ET CITOYENS DES DOMAINES	1988 08 16	1221, des Érables, Prévost
2621-4833 COMITÉ POUR LA SURVIE DE L'ENVIRONNEMENT DE ST-EUGÈNE DE GRANTHAM	1988 08 15	Saint-Eugène de Grantham
2621-5608 COMITÉ QUÉBÉCOIS POUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES TRAVAILLEURS HAÏTIENS EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE	1988 08 18	2000, Alexandre de Sève, Montréal
2621-5681 COMPAGNONS DE LA VIE DE L'ABITIBI	1988 08 19	263, rang 5, route rurale numéro 2, Barraute
2621-5095 CONFÉRENCE FÉMININE ST-VINCENT DE PAUL D'ALBANEL	1988 08 16	104, 2 ^e Avenue, Albanel

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2621-0583 ÉDITIONS OUVRIÈRES DU QUÉBEC, INC.	1988 08 17	500, St-François-Xavier, salle 10, Montréal
2621-4890 ERMI - SOURCE	1988 08 16	Chemin des Chalets, Squatec
2621-5236 LA FÉDÉRATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DE STE-SOPHIE	1988 08 18	2212, Hôtel de Ville, Sainte-Sophie
2621-1706 FESTIVAL DE LA FORÊT DE FERME-NEUVE	1988 08 19	172, 12 ^e Rue, Ferme-Neuve
2621-4874 LA FONDATION DANIEL GAUTHIER	1988 08 16	Laval
2621-1680 LA FONDATION DE L'ASSOCIATION IRIS (FAI) INC.	1988 08 18	1828, boulevard Gouin est, Montréal
2621-4130 LA FONDATION DE L'ÉCOLE ESTHER-BLONDIN	1988 08 16	905, rue Vaillant, Terrebonne
2621-4908 LA FONDATION DE MUSIQUE PETERSON <i>THE PETERSON MUSIC FOUNDATION</i>	1988 08 16	1210, rue Sherbrooke ouest, Montréal
2621-1441 FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER CHAUVEAU	1988 08 18	29, rue de l'Hôpital, Loretteville
2621-3843 LA FONDATION DU MUSÉE DE LA PAROLE QUÉBÉCOISE ÉCRITE ET CHANTÉE	1988 08 18	2548, rue Monty, Val-David
2621-5251 FONDATION D'HISTOIRE PIERRE-DE-SAUREL INC.	1988 08 18	309, rue Decelles, Saint-Joseph-de-Sorel
2621-4866 FONDATION EXCELLENCE MALARTIC	1988 08 15	340, rue La Sarre, Malartic
2621-3371 FONDATION QUÉBÉCOISE DE LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	1988 08 17	3958, Dandurand, Montréal
2621-5046 GARDE DE SAYABEC INC.	1988 08 15	route 132 ouest, Sayabec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2621-4981 GARDERIE LA COQUINERIE	1988 08 17	524, rue Bourdages, Québec
2621-4353 GARDERIE LE MANÈGE INC.	1988 08 19	100, Le Manège, Victoriaville
2621-4247 LES GENS D'AFFAIRES DE SHAWINIGAN-SUD	1988 08 17	1550, 118 ^e Rue, Shawinigan-Sud
2620-7845 HALTE - RÉPIT HOCHELAGA-MAISONNEUVE	1988 08 18	1620, rue de LaSalle, Montréal
2621-4999 HALTE-GARDERIE LES CAMPAGNOLS	1988 08 17	186, rang des Ambroises, Saint-Léon-le-Grand
2621-0732 L'INSTITUT DE LA LANGUE ET LA CULTURE CHINOISE INC. CULTURE INC.	1988 08 19	4866, avenue Westmount, Westmount
2621-4726 INSTITUT JOS. RHÉAUME INC.	1988 08 19	6870, route Marie-Victorin, Sainte-Croix
2621-5178 JEUNE CHAMBRE D'AFFAIRES: CENTRE- MAURICIE/MÉKINAC INC.	1988 08 17	2699, 5 ^e Avenue, Grand'Mère
2621-4718 JEUNES ENTREPRISES DE LA RÉGION DE TROIS-PISTOLES INC.	1988 08 18	400, rue Jean Rioux, Trois-Pistoles
2621-4585 JONGLEURS ASSOCIÉS DU QUÉBEC	1988 08 15	252, J.C. Michaud, Saint-Basile-Le-Grand
2621-6051 LIGUE DE BALLE LENTE (LES COPAINS À PÉPÉ) INC.	1988 08 19	40, route 249, Asbestos
2621-4957 LIGUE DE HOCKEY «LES BONS AMIS DE VALLEYFIELD» INC.	1988 08 16	Valleyfield
2621-3397 MAÎTRISE DU CAP INC.	1988 08 15	225, de la rue Loranger, Cap-de-la-Madeleine
2621-5079 MÉDECINE NUCLÉAIRE 1990	1988 08 16	2, Complexe Desjardins, bureau 3000, Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2621-1714 MOUVEMENT D'INFORMATION, D'ÉDUCATION ET D'ENTRAIDE DANS LA LUTTE CONTRE LE SIDA (M.I.E.N.S.)	1988 08 19	233, rue Saint-Sacrement, Chicoutimi
2621-1649 MOUVEMENT INTERNATIONAL DE NICOLAS-GATINEAU	1988 08 16	360, boulevard de la Vérendrye, Gatineau
2621-1672 OFFICE DU TOURISME D'ABITIBI-OUEST	1988 08 18	Abitibi
2621-4155 LA POPOTE ROULANTE D'ARGENTEUIL INC.	1988 08 18	551, rue Berry, Lachute
2621-4700 LE PROJET DU PONT COUVERT DE WAKEFIELD WAKEFIELD COVERED BRIDGE PROJECT	1988 08 18	74, Burnside, Wakefield
2621-0658 LE REGROUPEMENT DES RÉSIDENTS RIVERAINS DU LAC MASKINONGÉ	1988 08 18	375, rue Landry, Saint-Gabriel
2621-4254 SENTIERS NOUVEAUX INC.	1988 08 18	Jonquière
2621-1615 SERVICE DE GARDE LE JARDIN D'OSEILLE	1988 08 16	Beaumont
2621-4122 SOCIÉTÉ ALZHEIMER DU CENTRE DU QUÉBEC INC.	1988 08 15	Drummondville
2621-5657 LA SOCIÉTÉ DES PROPRIÉTAIRES ET ÉLEVEURS DE CHEVAUX STANDARD BRED DU QUÉBEC INC.	1988 08 18	Communauté urbaine de Montréal
2621-0559 TABLE DE CONCERTATION DES GROUPES DE FEMMES DE LA MONTÉRÉGIE	1988 08 16	45, rue Argyle, Saint-Lambert
2621-1656 TÉLÉ-SOLEIL	1988 08 16	17, 1 ^{re} Avenue est, Mont-Louis
2621-5525 TENNIS LOUISEVILLE INC.	1988 08 17	360, avenue du Parc, Louiseville
2621-4676 LES VOYAGEURS DE LA GATINEAU INC.	1988 08 18	105, rue Aqueduc, Maniwaki

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2323-5757 ACTION SANTÉ DE POINTE ST-CHARLES	1985 09 26	1988 08 16	1) des objets 2) des dispositions
1861-9833 ASSOCIATION MONTRÉALAISE DU LOISIR PHOTOGRAPHIQUE	1982 10 13	1988 08 16	de la dénomination sociale: ASSOCIATION PHOTOGRAPHIQUE DE MONTRÉAL
2416-7314 CAFÉ JEUNESSE DE CHICOUTIMI INC.	1986 05 30	1988 08 17	des objets
1844-2426 LE CAFÉ-RENCONTRE 13-17 INC.	1981 03 13	1988 08 17	des dispositions
2173-6392 CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RE- CHERCHE EN INFORMATIQUE CLÉMENT LOCK- QUELL INC.	1984 09 13	1988 08 18	des dispositions
2327-9417 CLUB DES JOYEUX BÉNÉVOLES DE SAINT-HIPPOLYTE	1985 11 13	1988 08 16	de la dénomination sociale: GROUPE D'ENTRAIDE DE SAINT- HIPPOLYTE
2419-7808 CLUB ROUE LIBRE	1986 09 03	1988 08 16	1) des objets 2) des dispositions
1846-1632 ÉCHOS SAYABÉCOIS	1981 05 06	1988 08 18	de la dénomination sociale: L'ÉCHO SAYABÉCOIS
1465-9999 LES FRANCS ARCHERS DE L'UNIVER- SITE LAVAL INC.	1976 04 06	1988 08 15	de la dénomination sociale: FRANCS ARCHERS DE STE-FOY INC.
1478-4771 GARDERIE LA BOÎTE À SOLEIL	1977 10 19	1988 08 15	de la valeur des biens immobiliers
2172-9645 GROUPE 13-18 ST-NICOLAS INC.	1984 08 21	1988 08 18	1) des objets 2) des dispositions
2173-6673 LE REFUGE DU MONTAGNARD	1984 10 03	1988 08 19	de la dénomination sociale: QUARTIER-JEUNESSE

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2430-8926 SERVICE D'ENTRAIDE DE BREAKY-VILLE	1987 03 24	1988 08 18	des objets
1855-0673 SITE DES CHUTES DE STE-URSULE INC.	1982 02 18	1988 08 19	1) de la dénomination sociale: PARC DES CHUTES DE STE-URSULE INC. 2) du siège social: 2575, des Chutes, Sainte-Ursule 3) des objets 4) des dispositions
2327-9888 SOCIÉTÉ DE CONCERTS ALTERNATIFS DU QUÉBEC (S.C.A.Q.)	1985 11 20	1988 08 19	des objets
1349-7813 LA SOCIÉTÉ DES SERVICES OZANAM INC.	1972 08 29	1988 08 18	1) de la valeur des biens immobiliers 2) des dispositions
2162-4473 LE THÉÂTRE DE L'OPIS INC.	1984 02 29	1988 08 18	des objets

534

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1146-4583 COMBUSTIBLES GOW INC.	1965 10 25	750, boulevard Laurentien, Montréal
1505-5817 LA COMPAGNIE D'AVIATION CAGEX INC.	1976 11 08	200, Berlioz, app. 507, Îles-des-Sœurs

534

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

Changement du domicile légal – Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1303-1562 L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PROFESSEURS DE FRANÇAIS (A.Q.P.F.)	1971 04 13	2839, 1 ^{re} Avenue, Québec
1235-9907 BILL BANTEY & ASSOCIÉS LTÉE	1968 10 23	250, Place d'Youville, Montréal
1624-5318 DÉMÉNAGEMENT GATINEAU INC.	1978 03 17	171, Jean-Proulx, Unit D, P.O. Box 405, Hull
1370-2238 LA FONDATION MARC-AURÈLE FORTIN	1974 10 31	118, St-Pierre, Montréal
1309-7654 M. KRANTZBERG INC.	1960 01 19	5808, avenue Smart, Côte Saint-Luc
1205-7998 M. LESSARD LTÉE	1971 01 04	659, boulevard St-Joseph, Québec
1509-5516 OUMIET-GOBEILLE INC.	1978 01 01	750, boulevard Laurentien, Montréal

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

534

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
2417-5887 AGENCE DE SERVICES DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL «BOUTE-EN-TRAIN»	1986 07 23	6
1249-4134 COSMETICA LTÉE	1971 08 19	3

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1624-5318 DÉMÉNAGEMENT GATINEAU INC.	1978 03 17	7
2155-9414 LA GARDERIE DE LA PLACE VILLE-MARIE	1983 07 08	7
1630-4537 LIBRAIRIE DU BEAU PORT INC.	1978 10 12	2
534		<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Dissolution — Demandes de

2413-3753 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2413-3753 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Alma, le 3 août 1988

57577

*Le président,
SYLVAIN JEAN*

général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sept-Îles, le 24 août 1988

57554

*L'administrateur,
NORMAND RIOUX*

2524-8055 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2524-8055 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 2 août 1988

57515

*Le président,
SYLVAIN BOULET*

2415-4387 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2415-4387 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charlesbourg, le 25 août 1988

57553

*Le président,
MARTIN LABBÉ*

2533-5571 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2533-5571 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 15 août 1988

57578

*Le procureur de la compagnie,
VASSILIOS GIANNIS*

2421-3696 QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «2421-3696 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur

ARÉNA DE SAINT-ANTONIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ARÉNA DE SAINT-ANTONIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Rivière-du-Loup, le 12 août 1988

57516

Pour la compagnie,
CLAUDE LAJOIE

BEIGNES LA CANTONNIÈRES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BEIGNES LA CANTONNIÈRES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Roxton Pond, le 19 août 1988

57517

Le président,
JEAN JACQUES PAQUIN

ASSOCIATION SOCIO-SPORTIVE DU CEGEP DE VICTORIAVILLE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ASSOCIATION SOCIO-SPORTIVE DU CEGEP DE VICTORIAVILLE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 30 juin 1988

57555

Le secrétaire-trésorier,
YVON PARÉ

BRYANOVAATION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «BRYANOVAATION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 17 août 1988

57518

Le président,
BOB RYAN

ATTRACTIONS MERLIN INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ATTRACTIONS MERLIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 19 août 1988

57556

Le président,
MAURICE L. DÉRY

CANTINE MOBILE RENÉ INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CANTINE MOBILE RENÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Hyacinthe, le 25 août 1988

57557

Le procureur de la compagnie,
MAXIME DAVID, notaire

AUTOMOBILES CHARLIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «AUTOMOBILES CHARLIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 23 août 1988

57579

Le président,
MAURIL GUIMOND

CENTRE DE DÉPANNAGE J.M.M. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE DE DÉPANNAGE J.M.M. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Lac-des-Aigles, le 25 août 1988

57581

La secrétaire,
MARGUERITE DUMONT

**CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT
PROFESSIONNEL ET D'AUTOFORMATION
(SHERBROOKE) INC.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL ET D'AUTOFORMATION (SHERBROOKE) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Charny, le 28 août 1988

57580

Le président,
DANIEL BILODEAU

CENTRE D'ACCUEIL DE PRICE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE D'ACCUEIL DE PRICE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Price, le 26 août 1988

57558

Le secrétaire-trésorier,
JULES DUBÉ

**CENTRE KINO DE LA RÉGION DE
COATICOOK**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CENTRE KINO DE LA RÉGION DE COATICOOK» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Coaticook, le 22 août 1988

57519

Le secrétaire,
DANIEL AUGER

CLUB DE BRIDGE DE LA BAIE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «CLUB DE BRIDGE DE LA BAIE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

La Baie, le 18 août 1988

57559

Le gérant,
LAURIER GIRARD

COMITÉ DU 125^e D'IBERVILLE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «COMITÉ DU 125^e D'IBERVILLE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Iberville, le 22 août 1988

57582

La présidente,
LISE DEMERS

DESMARAIS MINI MOTEURS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DESMARAIS MINI MOTEURS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Les Cèdres, le 22 juillet 1988

57520

Le procureur de la compagnie,
JEAN-PIERRE MÉNARD, notaire

DESRUISSEUX EXCAVATION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DESRUISSEUX EXCAVATION INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 25 août 1988

57583

Le procureur de la compagnie,
LUCE SAMOISSETTE, notaire

DESSUREAULT & FILS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «DESSUREAULT & FILS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Augustin, le 24 août 1988

57521

Le président,
RÉJEAN DESSUREAULT

ÉCO-IMPACT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉCO-IMPACT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 août 1988

57522

La présidente,
ARLETTE PETITPAS

ÉMILE BOURBONNAIS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «ÉMILE BOURBONNAIS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laval, le 24 août 1988

57523

Le président,
ÉMILE BOURBONNAIS

FERMES LES COTES BEAUCLAIR (1980) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FERMES LES COTES BEAUCLAIR (1980) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 24 décembre 1987

57560

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ COUTURE, notaire

FESTIVAL INTERNATIONAL DE BALLET DE CHICOUTIMI INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FESTIVAL INTERNATIONAL DE BALLET DE CHICOUTIMI INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Chicoutimi, le 11 août 1988

57524

Les procureurs de la compagnie,
CAIN, LAMARRE, LAROUCHE
WELLS, avocats

FROMAGERIE-CHARCUTERIE DELI-BOURG (1986) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «FROMAGERIE-CHARCUTERIE DELI-BOURG (1986) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beauport, le 29 août 1988

57561

La secrétaire,
NORMANDE ROY GLODE

GESTION SOPROBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION SOPROBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 15 août 1988

57525

Pour la compagnie,
JEAN-NOËL LAVALLÉE

GESTION SOPROCAN LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GESTION SOPROCAN LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Longueuil, le 15 août 1988

57526

Pour la compagnie,
JEAN-NOËL LAVALLÉE

GUY FILIATREAU INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «GUY FILIATREAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 août 1988

57527

Le procureur de la compagnie,
DENIS LAPOINTE, notaire

HABITATS L.E.C. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «HABITATS L.E.C. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Laurier-Station, le 16 août 1988

57584

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ BERGERON, notaire

LE MANÈGE DE LA MINGANIE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE MANÈGE DE LA MINGANIE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Havre-Saint-Pierre, le 24 août 1988

57564

Le secrétaire-trésorier,
DANIEL BLAIS

I.H.S. CANADA LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «I.H.S. CANADA LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Athelstan, le 30 août 1988

57595

Pour la compagnie,
GILLES ROUX

LES ENTREPRISES CARLBEC LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES CARLBEC LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Delisle, le 22 août 1988

57565

Le président et directeur général,
HENRI SAVARD

JOHN ET STEVE COLLINS AUTO INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «JOHN ET STEVE COLLINS AUTO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 25 août 1988

57562

Le président,
M. JOHN COLLINS

LES ENTREPRISES RENÉ BÉLANGER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES ENTREPRISES RENÉ BÉLANGER INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 23 août 1988

57528

Les procureurs de la compagnie,
FERLAND & BÉLAIR, avocats

LE CENTRE DES LOISIRS D'AMOS INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LE CENTRE DES LOISIRS D'AMOS INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Amos, le 23 août 1988

57563

Le procureur de la compagnie,
SYLVIE BRIEN, notaire

LES INSTALLATIONS G. BOUCHARD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES INSTALLATIONS G. BOUCHARD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 12 août 1988

57566

La secrétaire,
JACQUELINE BOUCHARD

LES INVESTISSEMENTS ZÉNA MONTRÉAL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES INVESTISSEMENTS ZÉNA MONTRÉAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 22 août 1988

57585

La présidente,
JOSETTE DUTEIL

LES SERVICES D'ASSURANCE PAULIN GINGRAS LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES SERVICES D'ASSURANCE PAULIN GINGRAS LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Arthabaska, le 15 août 1988

57531

Le président,
PAULIN GINGRAS

LES MEUBLES KINGSEY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES MEUBLES KINGSEY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Warwick, le 5 août 1988

57529

Le président,
LIONEL LEMIEUX

LIGUE DE BASEBALL INTERMÉDIAIRE D'ALMA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LIGUE DE BASEBALL INTERMÉDIAIRE D'ALMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Alma, le 12 août 1988

57532

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-NOËL TREMBLAY

LES PRODUITS REGAL (1985) INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES PRODUITS REGAL (1985) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Bic, le 13 juillet 1988

57530

Le secrétaire,
FRANCIS LÉGER

LOUIS G. TREMBLAY INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LOUIS G. TREMBLAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Félicien, le 23 août 1988

57567

La secrétaire,
SYLVIE TREMBLAY

LES SANS EMPLOI 40 ANS ET PLUS DU QUÉBEC INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «LES SANS EMPLOI 40 ANS ET PLUS DU QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Anjou, le 25 août 1988

57586

Le président,
ROBERT POTVIN

MAGIES ENFANTINES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MAGIES ENFANTINES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Granby, le 4 juillet 1988

57533

La présidente,
GERMAINE CARDINAL

MONTREAL CHAPTER, THE NATIONAL SECRETARIES ASSOCIATION (INTERNATIONAL)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «MONTREAL CHAPTER, THE NATIONAL SECRETARIES ASSOCIATION (INTERNATIONAL)» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 26 août 1988

57587

La secrétaire,
IRENE SIDERIS

PEPIN AUTOMOBILES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PEPIN AUTOMOBILES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Victoriaville, le 26 août 1988

57568

Le procureur de la compagnie,
PIERRE BÉLISLE, avocat

PERSPECTIVES INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PERSPECTIVES INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 1^{er} septembre 1988

57569

Les procureurs de la compagnie,
PICHÉ, EMERY

PLACEMENTS ANDRÉ GRAVEL INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PLACEMENTS ANDRÉ GRAVEL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Drummondville, le 24 août 1988

57570

La secrétaire,
PIERRETTE MARCIL-GRAVEL

PLACEMENTS TEINAD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «PLACEMENTS TEINAD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 17 août 1988

57534

Le procureur de la compagnie,
DAVID LITNER, avocat

POPOTE ROULANTE ST-POLYCARPE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «POPOTE ROULANTE ST-POLYCARPE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Polycarpe, le 16 août 1988

57571

La présidente,
DENISE BOURGON

RÉSIDENCE LES COTEAUX INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RÉSIDENCE LES COTEAUX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Beauport, le 22 juillet 1988

57572

Le président,
PAUL-HENRI TREMBLAY

RESTAURANTS M. & R. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «RESTAURANTS M. & R. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 19 août 1988

57573

Le président,
MAURICE L. DÉRY

R. DE G. INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «R. DE G. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 22 août 1988

57535

Les procureurs de la compagnie,
POULIOT, MERCURE, *avocats*

R.G. KYLE LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «R.G. KYLE LIMITED» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 août 1988

57536

La secrétaire,
HELEN E. KYLE

SALAISON TURCOT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SALAISON TURCOT INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Jonquière, le 24 août 1988

57588

Le procureur de la compagnie,
PIERRE BERNARD BERGERON, *avocat*

SERVICE D'ENTRETIEN RAYNALD INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SERVICE D'ENTRETIEN RAYNALD INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 août 1988

57589

Le procureur de la compagnie,
DENIS LAPOINTE, *notaire*

SHERTEK INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «SHERTEK INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Sherbrooke, le 23 août 1988

57574

Le président,
BERTRAND LISÉE

STEVEN R. BIGHAM INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «STEVEN R. BIGHAM INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Saint-Eustache, le 1^{er} août 1988

57590

Le président,
STEVEN R. BIGHAM

THE VIRGINIAN COFFEE SHOP INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «THE VIRGINIAN COFFEE SHOP INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 22 août 1988

57537

Le président,
M.R.C. BARLETTI

TRANSPORAMA INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «TRANSPORAMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 22 août 1988

57575 *Les procureurs de la compagnie,*
STEIN, MONAST, PRATTE & MARSEILLE

VARIÉTÉS STE-CATHERINE INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie «VARIÉTÉS STE-CATHERINE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.

Candiac, le 23 août 1988

57576 *Le procureur de la compagnie,*
ME ANNE-MARIE CHIQUETTE

Compagnies étrangères — Loi sur les**Permis de faire affaires**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé un permis de faire affaires aux corporations suivantes:

*Nom de la compagnie **Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
2686-8190 * DOMINO AMJET, INC.	1988 08 17	Me Claire Richer, 1, Place Ville Marie, bureau 3900, Montréal	1, Place Ville Marie, bureau 3900, Montréal
2671-3990 ** LES IMPORTATIONS PIER 1 (U.S.) INC.	1988 08 09	M. William Vinson, 3015, rue Brabant- Marineau, Saint-Laurent	3015, rue Brabant-Marineau, Saint-Laurent
2672-5952 ** PRODUITS T.F. CHEN INC.	1988 08 15	Me Claude J. Mélançon, 770, rue Sherbrooke ouest, bureau 2200, Montréal	333, chemin du Tremblay, Boucherville

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NOUVELLE	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PREMIÈRE	1988 08 11
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RÉSIDENCE VINCENT D'INDY	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHÂTEAU D'OUTREMONT	1988 08 05

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé la nature de leurs affaires:

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
LES PROMENADES DU CUIVRE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	Acquérir soit à titre d'entier propriétaire soit à titre de bailleur emphytéotique un ou des immeubles ou partie(s) d'immeuble(s), de les administrer, de les modifier et, éventuellement de les aliéner ou autrement en disposer, en plus d'exercer toutes les activités ou affaires connexes ou accessoires à ces objets.	1988 08 04

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DU CLUB DE GOLF LE BLAINVILLIER	Opérer, exploiter et gérer un complexe intégré chalet-golf, comprenant un ou plusieurs parcours de golf de 18 trous un chalet et les infrastructures connexes nécessaires à l'exploitation de ce complexe, faire toutes choses, accomplir tous gestes et actions et prendre toutes mesures jugées utiles et adéquates pour assurer la saine opération et la saine gestion du complexe intégré chalet-golf incluant la négociation et la conclusion de convention, entente ou contrat en vue de réaliser les objectifs ci-dessus mentionnés.	1988 08 08
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ZÉNITH	Porter acquéreur et d'exploiter un ou des films de court ou de long métrage sur film ou bande vidéo portant visa et produits par Vidéo service de presse électronique du Québec inc. ou dextron vidéo inc. ou toute corporation affiliée ou associées à celle-ci.	1988 08 03

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DULUTH ET ST-URBAIN	7779, rue Casgrain Montréal, QC, H2R 1Z2	1988 07 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES FILMS MOUNT ROYAL (1987) MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1010 Sherbrooke Ouest, local 2401 Montréal, QC, H3A 2R7	1988 08 10

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE S.D.A.	1425, boul. René-Lévesque Ouest, 10 ^e étage Montréal, QC, H3G 1T7	1988 08 12

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RESSOURCES NIM 1987 NIM RESOURCE 1987 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1987 05 11	1010, rue Sherbrooke Ouest, local 614 Montréal, QC, H3A 2R7	1988 08 12

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PORCINE ROGER DAOUST	1987 06 15	1189, chemin Haute-Concession, Ormstown, QC	1988 06 27

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Beauharnois,
GILBERT FOREST*

530

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 565 RUE GUY 565 GUY STREET AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	1988 08 12	625, Président-Kennedy, local 400, Montréal, QC, H3A 1K2
PLACEMENTS MARQUIBET ET COMPAGNIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MARQUIBET VENTURE CAPITAL AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 08 05	1, place Ville-Marie Montréal, QC, H3B 3P4
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHÂTEAU D'OUTREMONT	1988 07 29	606, rue Cathcart, bureau 710, Montréal, QC, H3B 1K9
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES FILMS MOUNT ROYAL (1987) MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 08 05	1001, boul. de Maison- neuve Ouest, local 1400, Montréal, QC, H3A 3C8
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MARITIME-CADILLAC 1988	1988 08 11	388, rue Saint-Jacques bureau 600, Montréal, QC, H2Y 1S1
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PROSHED QUEBEC PROSHRED QUEBEC PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1988 08 04	1155, boul. Dorchester Ouest, local 3900 Montréal, QC, H3B 3V2

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la déclaration de société en commandite suivante a été enregistrée à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
CAJAP, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1988 08 22	556, Bordeleau, Chibougamau, QC

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Roberval,
GABRIEL MALTAIS*

530

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé ou ajouté un ou des commandités:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
CARRÉ GOUIN, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	159420 CANADA INC.	147299 CANADA INC.	1988 08 03
HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	2618-3053 QUÉBEC INC.	2533-1943 QUÉBEC INC.	1988 08 09
SOCIÉTÉ EN COMMAN- DITE LES FILMS MOUNT ROYAL 1987 MOUNT ROYAL FILMS (1987) AND COMPANY, LIMITED PAR- TNERSHIP	163081 CANADA INC.	ALLIANCE EN- TERTAINMENT HOLDINGS INC.	1988 08 10
SOCIÉTÉ EN COMMAN- DITE NOUVELLE	LES PRODUCTIONS DU TREFLE INC.	L'ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE PRODUCTIONS AUDIO-VISUELLES	1988 08 11
SOCIÉTÉ EN COMMAN- DITE ZENITH	PAN OCEANIC VIDEO INC.	VIDÉO-IMAGES CUISINE INC.	1988 08 03

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

Commanditaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires:

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE S.D.A.	1425, boul. René Lévesque Ouest 10 ^e étage Montréal, QC, H3G 1T7	1988 08 12
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ST-PIERRE ENR.	6200, boul. Taschereau 4 ^e étage Brossard (Laprairie) J4W 3J8	1988 08 03

*Le protonotaire adjoint
de la Cour supérieure, district
judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

530

**Inspecteur général
des institutions financières****Assurances — Loi sur les****La Jeannoise, Société mutuelle d'assurance contre
l'incendie
Dissolution**

Avis est, par les présentes, donné que La Jeannoise, Société mutuelle d'assurance contre l'incendie, constituée en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) et ayant son siège social à Saint-Félicien, district de Lac-Saint-Jean, QC, a été dissoute le 18 août 1988 en vertu de la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32) et de la Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., c. L-4).

Québec, le 25 août 1988

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

534

Compagnies de fidéicommis — Loi sur les**TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC.**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les compagnies de fidéicommis (L.R.Q., c. C-41) et de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), il a accordé des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 août 1988 à la compagnie « TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC ».

Modifiant le capital-actions.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1253-5647*

534

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval

Avis est donné par le soussigné que le gouvernement a adopté, en date du 24 août 1988, un décret ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Laval de la municipalité régionale de comté de La Jacques-Cartier, en celui de « Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval ».

Conformément à l'article 52 du Code municipal (L.R.Q., c. C-27.1), ce changement de nom entre en vigueur après la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le sous-ministre par intérim,
FLORENT GAGNÉ

536

Transports

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Rues ou chemins d'intérêt strictement local en milieu urbain ».

Circonscription électorale d'Arthabaska:

Dans la municipalité de Sainte-Victoire-d'Arthabaska, paroisse
Région 04 district 24

Section de l'ancienne route 122 (rue Notre-Dame ouest), vis-à-vis les lots 42 à 49, du cadastre de Sainte-Victoire et les lots 658 à 663, 754, 755, 756 et 758-7 du cadastre du canton de Warwick, sur une longueur approximative de 2 530 mètres.

Circonscription électorale de Papineau:

Dans la municipalité de Val-des-Monts, SD
Région 07 district 75

Section de la route 366, vis-à-vis le lot partie 13, rang X, canton de Templeton, sur une longueur approximative de 36 mètres.

Circonscription électorale de Rimouski:

Dans la municipalité de Saint-Fabien, paroisse
Région 01, district 07

Section de l'ancienne route 10, vis-à-vis les lots 158 à 173 rang I et 188 à 201 rang I, Seigneurie Nicolas Rioux, sur une longueur approximative de 2 157 mètres.

Québec, le 18 août 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

537

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Mégantic-Compton:

Dans la municipalité de Westbury, canton
Région 05 district 25

Section de la route 214, vis-à-vis les lots partie 15-A, partie 15-H et partie 16-A rang II, sur une longueur approximative de 394 mètres.

Dans la municipalité de East-Angus, ville
Région 05 district 25

Section de la route 214, vis-à-vis les lots partie 15-C-2, partie 15C-1 rang III et partie 15-A-38-d rang II, sur une longueur approximative de 165 mètres.

Dans la municipalité de Clifton-Partie-Est, canton
Région 05, district 25

Section du chemin 9^e Rang Ouest, vis-à-vis le lot partie 21A, rang I, sur une longueur approximative de 205 mètres.

Dans la municipalité de Bury, SD
Région 05 district 25

Section du chemin de Long Swamp, vis-à-vis le lot 27, rang IV, sur une longueur approximative de 540 mètres.

Dans la municipalité de Cookshire, ville
Région 05 district 25

Section de la route 212, vis-à-vis les lots partie 8C, partie 9D N.S. et partie 8J, rang VIII sur une longueur approximative de 140 mètres.

Québec, le 18 août 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

537

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Rivière-du-Loup:

Dans la municipalité de Saint-Antonin, paroisse
Région 01 district 08

Section de la route 185-01-110 vis-à-vis les lots partie 12-B, partie 13-A et partie 13B, sur une longueur approximative de 520 mètres.

Dans la municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, SD
Région 01 district 08

Section du chemin du Côteau de tuff, vis-à-vis les lots 623 et 624, sur une longueur approximative de 260 mètres.

Circonscription électorale de Saint-François:

Dans la municipalité d'Aston canton
Région 05, district 36

Section du chemin Dunant, vis-à-vis les lots partie 12-A, 12-A-2, 12-A-3, 12-A-5, rang IX, sur une longueur approximative de 486 mètres.

Circonscription électorale de Shefford:

Dans la municipalité de Saint-Joachim-de-Shefford, paroisse
Région 6-1 district 39

Section de la route 241, vis-à-vis le lot 109 rang III, canton de Roxton, sur une longueur approximative de 482 mètres.

Québec, le 18 août 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

537

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Mégantic-Compton:

Dans la municipalité de d'Eaton, canton
Région 05 district 25

Section de la route 212, vis-à-vis les lots 7K, partie 7J, partie 7P N.S., 7P-6, partie 7G et partie 7B, rang VIII sur une longueur approximative de 494 mètres.

Dans la municipalité de Sawyerville, village
Région 05 district 25

Section de la route 210, vis-à-vis les lots partie 4A N.S., partie 4C N.S., 4C-42, 4C-41, 4C-33, 4C-21 et 4C-20 rang III sur une longueur approximative de 127 mètres.

Dans la municipalité de St-Isidore d'Auckland, SD
Région 05, district 25

Section de la route Clifton, vis-à-vis les lots partie 1 rang VIII et partie 1 rang IX, sur une longueur approximative de 319 mètres.

Circonscription électorale de Orford:

Dans la municipalité de Saint-Élie-d'Orford, paroisse
Région 05 district 36

Section de la route 220, vis-à-vis les lots partie 459, 471-2, partie 460-1, partie 460 du rang VIII, sur une longueur approximative de 237 mètres.

Québec, le 18 août 1988

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

537

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Portneuf:

Dans la municipalité de Cap-Santé, SD
Région 3-1 district 29

Section de la route 138, vis-à-vis les lots 86 et 87, sur une longueur approximative de 135 mètres.

Circonscription électorale de Rimouski:

Dans la municipalité de Saint-Narcisse-de-Rimouski, paroisse
Région 01 district 07

Section de la route l'Église (du 6^e au 7^e Rang, route 232), vis-à-vis les lots partie 36, partie 35 et partie 37, sur une longueur approximative de 720 mètres.

Dans la municipalité de Rimouski, ville
Région 01, district 07

Section de la route 232, vis-à-vis les lots 228 et 233, sur une longueur approximative de 3 931 mètres.

Circonscription électorale de Rivière-du-Loup:

Dans la municipalité de St-Hubert, paroisse
Région 01 district 08

Section du chemin Taché Ouest, vis-à-vis le lot partie
26 rang II et III, sur une longueur approximative de
314 mètres.

Québec, le 18 août 1988

537

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir,
entretenus par le ministère des Transports en fonction
de l'application du critère (1) de la directive ministé-
rielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par
suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Rivière-du-Loup:

Dans la municipalité de Saint-Eloi, paroisse
Région 01 district 08

Section du chemin 2^e Rang, vis-à-vis les lots partie
140, 136, 133, 132, 130, 126, 124, 122, 121, 120,
119, 118, 116, 109, 107, 104, sur une longueur ap-
proximative de 1 358 mètres.

Dans la municipalité de Saint-Arsène, paroisse
Région 01 district 08

Section du chemin 4^e rang, vis-à-vis les lots parties
238, 237, 236, 234, 233, 232, 231, 230, 229, 228,
227, 226, 225, 224, 223, 222, 221-S, 200, 219, 218,
217, 216, 212, 208, 206, 205, 204, 203, 202 et 207,
sur une longueur approximative de 2 760 mètres.

Dans la municipalité de Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle
Verte, SD
Région 01, district 08

Deux (2) sections de chemin:

— Chemin du 2^e Rang: vis-à-vis les lots partie 454, lot
455, pties 456, 458, 461, 466, 469, 470, 472, 473,
475, 476, 477, 478, 479, 480, 482, 483, 62 et 61, sur
une longueur approximative de 1 454 mètres.

— chemin Côteau des Érables: vis-à-vis les lots parties
629, 630, 631, 632 et 634, sur une longueur approxi-
mative de 608 mètres.

Québec, le 18 août 1988

537

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir,
entretenus par le ministère des Transports en fonction
de l'application du critère (1) de la directive ministé-
rielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par
suite de reconstruction ».

Circonscription électorale de Beauce-Sud:

Dans la municipalité de Saint-Georges, ville
Région 3-2 district 23

Section de la route 173, vis-à-vis les lots parties 557-45
et 557-45-2 sur une longueur approximative de
43 mètres.

Dans la municipalité de Saint-Georges-Est, paroisse
Région 3-2 district 23

Section de la route 24, vis-à-vis les lots partie 644,
partie 14A, partie 14B, et partie 14C, sur une longueur
approximative de 945 mètres.

Circonscription électorale de Gaspé:

Dans la municipalité de Percé (Cap-d'Espoir), ville
Région 01, district 02

Section de l'ancienne route 6 (chemin du Roi) vis-à-vis
les lots 107 à 111, sur une longueur approximative de
150 mètres.

Circonscription électorale de Maskinongé:

Dans la municipalité de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-
Loup, paroisse
Région 04 district 43

Section du chemin Bas Rivière-du-Loup, vis-à-vis les
lots P-103, P-102 et P-106, sur une longueur approxi-
mative de 160 mètres.

Dans la municipalité de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-
Loup, paroisse
Région 04 district 43

Section du chemin Notre-Dame Sud (chemin ouest
Grande Rivière-du-Loup) vis-à-vis le lot partie 109, sur
une longueur approximative de 117 mètres.

Québec, le 18 août 1988

537

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Reprise d'existence — Avis de

L'inspecteur général des institutions financières, en vertu des pouvoirs délégués par le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
1473-6342 ASSOCIATION DE DARD DU QUÉBEC	1988 08 12	Aucune
1244-0228 JEUNESSE ÉTUDIANTE CATHOLIQUE (J.E.C.)	1988 08 12	Aucune
1579-6303 LAKE OF TWO MOUNTAINS HUNT	1988 08 12	La dénomination sociale de la corporation est changée en celle de: CLUB DE CHASSE À COURRE DU LAC DES DEUX-MONTAGNES LAKE OF TWO MOUNTAINS HUNT CLUB

L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

534

Sociétés de prêts et de placements — Loi sur les

CORPORATION DE PRÊT GARANTIE FIRSTLINE FIRSTLINE SECURITIES CORPORATION

Avis est par les présentes donné que la compagnie CORPORATION DE PRÊT GARANTIE FIRSTLINE — FIRSTLINE SECURITIES CORPORATION, constituée en vertu de la Loi sur les compagnies de la province d'Ontario a obtenu un permis en date du 26 juillet 1988, conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements de la province de Québec, à l'effet de lui permettre d'y exercer ses opérations.

Montréal, le 18 août 1988

L'agent principal de la compagnie,
PERRY KLIOT

57445-36-4

GRANDVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES GRANVILLE SAVINGS AND MORTGAGE CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que GRANDVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES, une société ayant obtenu un permis d'exercer ses opérations dans la province de Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements le 20 août 1981, dont le siège social est situé au 1040, rue West Georgia, bureau 290, Vancouver, Colombie Britannique, V6E 4H1, a changé son agent principal de même que l'adresse du bureau principal de la société dans la province de Québec pour être les suivants: Ogilvy, Renault, 1981, avenue McGill College, bureau 1100, Montréal, QC, H3A 3C1.

Montréal, le 22 août 1988

Les procureurs,
OGILVY, RENAULT

57500

Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Abitibi

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Abitibi
No 605-05-000023-882
S. 605-18-000007-888

SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE, SUC-CURSALE D'AMOS, corps politique légalement constitué, ayant son siège social au 91, 1^{er} Avenue Est, Amos, district d'Abitibi, demanderesse, contre **BAR AMOS INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Amos, district d'Abitibi, et **GHISLAIN VACHON**, demeurant et domicilié au 941, 2^e Avenue Ouest, Amos, district d'Abitibi, et **JEAN-MARC VACHON**, demeurant et domicilié au 872, des Peupliers, Amos, district d'Abitibi, défendeurs.

« Un immeuble formé du lot numéro seize, du bloc A-deux (bloc A-2-16), ainsi que d'une lisière de terrain de forme irrégulière, prise à la partie nord-ouest du lot numéro dix-sept dudit bloc A-deux (bloc A-2-17 ptie) du cadastre officiel pour le village (ville) d'Amos, division d'enregistrement d'Abitibi; cette lisière de terrain mesurant quatre centièmes de pied dans son côté nord et neuf centièmes de pied dans son côté sud, sur une profondeur d'environ quarante-cinq pieds et neuf dixièmes (45,9 pi) longeant la limite ouest dudit lot 17 à partir de son coin nord-ouest, et bornée comme suit: en front, au nord, par la Première Avenue Ouest de la ville d'Amos, à l'ouest par le lot 16 du bloc A-2, au sud par une ligne sensiblement parallèle à la limite sud de ladite Première Avenue Ouest et passant à environ quarante-cinq pieds et neuf dixièmes (45,9 pi) de cette dernière, ou par le résidu dudit lot 17, restant à M. René Boucher ou successeurs en titre et à l'est par le résidu dudit lot 17, restant à M. René Boucher ou successeurs en titre; le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ces immeubles comprennent les immeubles par destination, c'est-à-dire l'outillage, la machinerie, les meubles meublants et autres objets mobiliers semblables placés par l'emprunteur dans les lieux hypothéqués pour compléter l'exploitation. »

La mise à prix est fixée à 9 072,00 \$, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment

de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par un créancier hypothécaire, selon l'article 689 du C.P.C.).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3^e Rue Ouest, Amos, le MERCREDI VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures TRENTE.

La shérif adjointe,
PAULE GOULET

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 23 août 1988

57540

Chicoutimi

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Chicoutimi
No 150-18-000021-878
S. 150-05-000299-877

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT, corporation constituée par une loi du Parlement du Canada, ayant son siège social au 901, carré Victoria, Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre **COMPLEXE FUNÉRAIRE TREMBLAY (1986) INC.**, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 425, boulevard Charest Est, local 210, cité et district de Québec, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Chicoutimi, ayant son bureau au 227, rue Racine Est, cité et district de Chicoutimi, partie mise en cause.

« Un immeuble, de figure irrégulière, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro trois cent vingt-six du lot originaire numéro onze (11-326 ptie) du cadastre officiel de la cité d'Arvida, division d'enregistrement de Chicoutimi, pouvant se décrire comme suit: borné vers le nord par le lot 11-321, vers l'est par le lot 11-302 (rue), vers le sud par une partie non subdivisée du lot 11 et vers l'ouest par une autre partie du lot 22-326; mesurant vingt-neuf mètres et sept cent soixante-huit millièmes (29,768 m) et soixante-douze mètres (72,00 m) vers le nord, dix mètres et soixante-douze centièmes (10,72 m) et quarante-huit mètres (48,00 m) le long d'une courbe d'un rayon de neuf cent trois mètres et soixante-huit centièmes (903,68 m) vers l'est, cent un mètres et six cent huit millièmes (101,608 m) vers le sud, soixante-sept mètres et huit cent vingt-deux millièmes (67,822 m) vers l'ouest; contenant en superficie six mille trente-

huit mètres carrés et sept dixièmes (6 038,7 m²). Sujet, ledit immeuble, à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant l'affecter, dont notamment celles créées dans l'acte de vente reçu devant le notaire soussigné le 3 octobre 1986 et enregistré à Chicoutimi le même jour sous le numéro 451014. Avec toutes les bâtisses et améliorations y érigées ou en voie de construction, et comprenant les machineries, outillage, équipement, ameublement, engins, fournaies, bouilloires, moteurs et accessoires qui y sont placés pour servir à l'exploitation de son entreprise, le tout immeuble par nature ou destination. Ledit immeuble étant sujet aux règlements de zonage en vigueur en la ville de Jonquière. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif lors de l'adjudication, soit en argent ou chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, est fixé à 137 069,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chicoutimi, 227, rue Racine Est, Chicoutimi, le DOUZIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CÉLINE CLAVEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Chicoutimi, le 26 juillet 1988

57541

Iberville

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Iberville
Nos 455-05-000061-882
755-18-000015-884

CAISSE POPULAIRE STE-BRIGIDE, partie demanderesse, contre ALAIN CÔTÉ et DIANE PED-NEAULT, partie défenderesse.

Désignation

« Un certain immeuble situé en la municipalité de Sainte-Brigide, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent trente-cinq (ptie 535-23) et comme étant une partie du lot originaire numéro quatre cent trente-cinq (ptie 435), tous deux des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Brigide, division d'enregistrement d'Iberville, et qui

peut être plus particulièrement décrit comme suit: borné vers l'ouest par le chemin public, rang du Vide, sans numéro de cadastre, vers le nord par une partie du lot originaire numéro 436 et par une partie du lot numéro 535-23, vers l'est par une partie du lot originaire numéro 435, vers le sud par une partie du lot numéro 535-23 et par une partie du lot originaire numéro 435; mesurant, ledit terrain, cent quarante-quatre pieds et huit dixièmes (144,8 pi) dans les lignes ouest et est par une profondeur de deux cents pieds (200 pi) dans les lignes nord et sud; mesurant, suivant le titre d'acquisition, cent cinquante pieds (150 pi) de largeur par une profondeur de deux cents pieds (200 pi) dans les lignes nord et sud; contenant en superficie vingt-huit mille huit cents pieds carrés (28 800 pi²); la ligne sud de l'emplacement ci-haut décrit est parallèle et située à une distance de cent quatre-vingt-douze pieds (192 pi) au nord de la ligne de division entre les lots originaires numéros 434 et 435. Le tout, tel qu'il appert à un plan et à un certificat de localisation préparés par Denis Tremblay, a.-g., le 3 juin 1970. En conséquence, la première partie du lot 435 est bornée comme suit: vers l'ouest par le chemin public, vers le nord-est par une partie du lot 535-23 et vers le sud par une autre partie du lot 435. La deuxième partie du lot 435 est bornée comme suit: vers le nord par le lot 436, vers l'est par une autre partie du lot 435 et vers le sud par une autre partie du lot 435 et par une partie du lot 535-23. La partie du lot 535-23 est alors bornée comme suit: vers l'ouest par le chemin public, vers le nord par une autre partie du lot 535-23, vers le nord-est par une partie du lot 435, vers le sud par une autre partie du lot 535-23 et vers le sud-ouest par une partie du lot 435; le tout, avec les constructions y érigées et plus spécialement une maison portant le numéro 851, rang du Vide, Sainte-Brigide-d'Iberville, et avec toutes les servitudes y attachées. »

Ladite vente faisant suite au jugement rendu dans le dossier numéro 455-05-000061-882 par l'honorable juge Jean-Louis Péloquin de la Cour supérieure du district de Bedford, en date du 8 juin 1988.

Évaluation municipale: 28 250,00 \$.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation municipale, soit 7 062,50 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean-Sur-Richelieu, 320, boulevard du Séminaire,

Saint-Jean-Sur-Richelieu, QC, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif,
ANDRÉ BEAUCHAMP

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jean-Sur-Richelieu, le 25 août 1988 57598

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 577, rue Notre-Dame, Joliette, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JOHANNE TELLIER

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 23 août 1988 57514

Joliette

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000200-876
705-18-000049-888

CAISSE D'ÉCONOMIE DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée et régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit du Québec, ayant son bureau principal au 460, rue Gilford, ville et district de Montréal, province de Québec, partie demanderesse, contre COOPÉRATIVE D'HABITATION ALLIANCE FAMILIALE DE JOLIETTE, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les associations coopératives, en date du 27 novembre 1984, ayant son bureau principal au 203, rue Sainte-Anne, Joliette, province de Québec, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Un emplacement situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme étant la totalité du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quarante-six (lot 246-3), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Joliette, division d'enregistrement de Joliette; contenant, ledit lot, deux mille cinq cent cinquante-sept mètres carrés et quatre-vingt-quatorze centièmes (2 557,94 m²) en superficie; avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes inhérentes audit immeuble. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile est fixé à la somme de 41 310,00 \$, représentant 25% de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Joliette
Nos 705-05-000496-870
705-18-000017-885

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE, corporation existant en vertu d'une loi fédérale, ayant son siège social en la cité d'Ottawa et un bureau en la cité de Sainte-Foy, district de Québec, partie demanderesse, contre FERME J.P. COULOMBE INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau au 1520, rang Sud, Saint-Thomas, district de Joliette, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Une terre située en la municipalité de Saint-Thomas, comté de Joliette, connue et désignée comme étant composée d'une partie du lot originaire numéro cent soixante et onze (ptie 171) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, mesurant toute la largeur dudit lot sur une profondeur de sept arpents (7 arp) et bornée comme suit, savoir: à un bout, vers le nord-ouest, par une partie du lot numéro six cent quarante (640) du même cadastre; d'un côté, vers le sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-dix (170) dudit cadastre; de l'autre côté, vers le nord-est, par une partie du lot numéro cent soixante-douze (172) du même cadastre; et à l'autre bout, vers le sud-est, par le résidu dudit lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc.; avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, notamment une maison d'habitation portant le numéro 1520, rang Sud, municipalité de Saint-Thomas, les améliorations et accessoires, les appareils et les installations qui sont placés en permanence dans et sur ledit immeuble et nécessaires à son exploitation, le tout étant immeuble par nature ou par destination. À distraire cependant, de cette partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171) dudit cadastre, une lisière de terrain mesurant vingt pieds (20 pi) de largeur sur huit cents pieds (800 pi) de profondeur, mesures an-

glaises, bornée à un bout, vers le nord-ouest, par le chemin public (rang Sud); à l'autre bout, vers le sud-est, par une partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc.; d'un côté, vers le sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-dix (170) dudit cadastre; et de l'autre côté, vers le nord-est, par une partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc. et hypothéquée en faveur de la Banque Royale du Canada suivant l'acte enregistré sous le numéro 245531 et pour lequel acte une priorité a été accordée par la Société du crédit agricole à ladite banque suivant l'acte enregistré sous le numéro 248990.

La partie du lot numéro cent soixante et onze (171) présentement décrite peut être plus particulièrement bornée comme suit: une partie du lot numéro cent soixante et onze (ptie 171) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, bornée à un bout, vers le nord-ouest, par une partie du lot numéro six cent quarante (ptie 640); à l'autre bout, vers le sud-est, par le chemin public; d'un côté, vers le nord-est, par une partie du lot numéro cent soixante-douze (172); et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-dix (170), tous dudit cadastre.

Une autre partie du lot numéro cent soixante et onze (ptie 171) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, bornée à un bout, vers le nord-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc.; d'un côté, vers le nord-est, par une partie du lot numéro cent soixante-douze (172); et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc.; cette dernière d'une largeur de vingt pieds (20 pi) dans ses lignes nord-ouest et sud-est et de huit cents pieds (800 pi) dans ses lignes nord-est et sud-ouest, mesures anglaises. »

Est inclus le quota de production de tabac jaune, soit 10 914,47 livres.

« 1. La partie sud du lot numéro cent soixante et onze (ptie 171) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, mesurant toute la largeur dudit lot sur une profondeur de treize arpents (13 arp), bornée à un bout, au nord-ouest, par une partie dudit lot cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc. dont toute la largeur de cette dernière partie, sauf les vingt pieds (20 pi) anglais sud-ouest ont fait l'objet d'une cession de priorité enregistrée sous le numéro 248990 par la Société du

crédit agricole en faveur de la Banque Royale du Canada, créancière aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 245531; à l'autre bout, au sud-est, par une partie du lot deux cent sept (207); d'un côté, au nord-est, par une partie du lot numéro cent soixante-douze (172); et de l'autre côté, au sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-dix (170), tous dudit cadastre.

2. Une partie du lot numéro cent soixante et onze (ptie 171) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, mesurant vingt pieds (20 pi) de largeur sur huit cents pieds (800 pi) de profondeur, le tout en mesures anglaises et bornée à un bout, vers le nord-ouest, par le chemin public (rang Sud); à l'autre bout, vers le sud-est, à une partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171) ci-dessus décrite en 1 et appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc.; d'un côté, vers le sud-ouest, par une partie du lot numéro cent soixante-dix (170); et de l'autre côté, vers le nord-est, par une partie du lot numéro cent soixante et onze (171), appartenant à Ferme J.P. Coulombe Inc., ayant fait l'objet d'une cession de priorité enregistrée sous le numéro 248990 par la Société du crédit agricole en faveur de la Banque Royale du Canada, créancière aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 245531.

3. Le lot numéro deux cent sept (207) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette.

4. Le lot numéro deux cent huit (208) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette.

5. Le lot numéro deux cent neuf (209) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette.

6. Le lot numéro deux cent dix (210) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette.

7. Une partie du lot numéro deux cent onze (211) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Thomas, division d'enregistrement de Joliette, mesurant deux arpents et quatre perches (2 arp, 4 per) de largeur sur une profondeur de quatorze arpents (14 arp), plus ou moins, et bornée comme suit, savoir: à un bout, vers le nord-ouest, par une partie des lots numéros cent soixante-sept et cent soixante-huit (pties 167 et 168); à l'autre bout, vers le sud-est, par un ruisseau appelé Bras du sud-ouest; d'un côté, vers le nord-est, par le lot numéro deux cent dix (210); et de l'autre côté, vers le sud-ouest, par une partie dudit lot numéro deux cent onze (211), appartenant à Conrad Lajeunesse ou représentants.

Avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes enregistrées et encore existantes. »

Est inclus le quota de production de tabac jaune, soit 117 330,53 livres.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé fait au nom du shérif du district de Joliette, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 80 264,25 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 577, rue Notre-Dame, Joliette, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAÉTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 24 août 1988

57599

Kamouraska

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-0117374-871
250-18-000010-887

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation résultant de la fusion et continuant depuis le 1^{er} novembre 1979 la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada (Loi sur les banques, 1970, S.R.C., c. B-1, a. 100), avec siège social au 500, place d'Armes, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre RAYMOND SAURIOL, domicilié et résidant au 4891, boulevard Lévesque, Chomedey, Laval, district de Montréal, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Témiscouata, mis en cause.

« Un emplacement situé à Rivière-du-Loup, connu et désigné comme étant des parties des lots originaires numéros deux cent soixante-dix-sept, deux cent soixante-dix-huit et trois cent vingt-six (ptie 277, ptie 278 et ptie 326) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Françoise; de forme triangulaire, situé dans le Troisième Rang de Sainte-Françoise, me-

surant environ cinq cents pieds (500 pi) dans sa ligne sud-est, environ deux cents pieds (200 pi) dans sa ligne sud-ouest et environ sept cents pieds (700 pi) dans sa ligne nord, mesures anglaises et plus ou moins et bornée vers le nord-ouest au ruisseau qu'il y a, vers le sud-ouest au lot numéro 327, soit partie à Gaston Lavoie et partie à Pierre Morin, vers le sud-est partie au fronteau des rangs 3 et 4 et partie au résidu du lot 326, appartenant à Pierre Morin; et une bâtisse y érigée portant le numéro d'immeuble 309, 6^e Rang, Sainte-Françoise, Rivière-du-Loup. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Kamouraska, conformément à l'article 670^e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 2 082,50 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979 c. 71).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Témiscouata, 65 A, rue Iberville, Rivière-du-Loup, le JEUDI TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RACHEL BELZILE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rivière-du-Loup, le 16 août 1988

57542

Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-002064-876
S. 200-18-000074-888

CAISSE POPULAIRE LES SAULES, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 2615, boulevard Masson, Québec, QC, G1P 1J5, demanderesse, contre JEAN-YVES THIBODEAU, domicilié et résidant au 1462, rue Grand-Pré, Ancienne-Lorette, QC, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot 184 A du cadastre officiel révisé du village de Bien-

ville, division d'enregistrement de Lévis; avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant le numéro d'immeuble 10-B, rue Saint-Joseph, Lauzon. »

La mise à prix est fixée à quatre mille neuf cent quatre-vingt-sept dollars et quatre-vingt-sept cents (4 987,87 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 6, route Trans-Canada Ouest, Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 10 septembre 1988 57600

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
Cour fédérale: ITA-1893-88
S. 200-18-000060-887

REVENU CANADA IMPÔT, demanderesse, contre ÉMILIE PELLETIER, 2800, rue Guy, Sainte-Foy, défendeur.

« Les subdivisions cent deux et cent trois du lot originaire numéro cent soixante-dix-huit (178-102 et 178-103) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, division d'enregistrement de Québec; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et notamment l'immeuble portant le numéro d'immeuble 2800, rue Guy, Sainte-Foy, QC ».

La mise à prix est fixée à vingt-huit mille huit cent soixante dollars (28 860,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 10 septembre 1988 57601

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001933-881
Cour municipale de Lauzon: 88-004
S. 200-18-000068-880

LA VILLE DE LAUZON, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social au 35, rue Bargoné, Lauzon, demanderesse, contre LOUIS-GÉRARD BÉLANGER, domicilié et résidant au 349, rue Saint-Joseph Est, Lauzon, défendeur.

« Un immeuble avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances, désigné comme suit: une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision un du lot originaire cent quarante-deux (142-1) du cadastre officiel révisé du village de Bienville, division d'enregistrement de Lévis.

Une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision un de la subdivision trente-neuf du lot originaire cent quarante-deux (142-39-1) du cadastre officiel révisé du village de Bienville, division d'enregistrement de Lévis.

Une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision deux du lot originaire cent quarante-trois (143-2) du cadastre officiel révisé du village de Bienville, division d'enregistrement de Lévis. »

La mise à prix est fixée à quatorze mille quatre cent trente-quatre dollars et quatre-vingt-sept cents (14 434,87 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 6, route Trans-Canada Ouest, Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 10 septembre 1988

57602

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
C.S.Q. 200-05-001932-883
Cour municipale de Lauzon: 88-005
S. 200-18-000069-888

LA VILLE DE LAUZON, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social au 35, rue Bargoné, Lauzon, demanderesse, contre LOUIS-GÉRARD BÉLANGER, domicilié et résidant au 349, rue Saint-Joseph Est, Lauzon, défendeur.

« Une partie de terrain connue et désignée comme étant la subdivision un du lot originaire trente-six (36-1) du cadastre officiel du village de Lauzon, quartier Fréchette, division d'enregistrement de Lévis; avec la bâtisse y dessus construite, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à onze mille sept cent trois dollars (11 703,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, 6, route Trans-Canada Ouest, Lévis, le DIX-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
RAYMONDE AUCLAIR

Bureau du shérif
Cour supérieure
Québec, le 10 septembre 1988

57603

Roberval

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Roberval
No ITA-3615-86
S. 155-18-000009-880

LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU, REVENU CANADA, demanderesse, contre NOELLA IMBEAULT, défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, mis en cause.

Le ou les immeuble(s) suivant(s):

Désignation

« Un emplacement situé en la ville de Dolbeau, connu et désigné comme étant et comprenant la subdivision quatre cent soixante-neuf du lot originaire numéro quarante-deux et la subdivision six cent vingt-deux du lot originaire numéro quarante-trois (lots 42-469 et 43-622) aux plan et livre de renvoi officiels du Dix-Septième Rang du cadastre du canton de Parent; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif suivant l'article 688.1 du C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 17 432,50 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réel de 0,95 %.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Lac-Saint-Jean-Ouest, Roberval, district de Roberval, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
GERVAIS BRASSARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Roberval, le 17 août 1988

57543

Saint-Hyacinthe

Ordonnance de saisie et vente immobilière

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe

Nos 750-05-000103-886

750-18-000027-880

CAISSE POPULAIRE DE STE-HÉLÈNE DE BAGOT, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 385, 4^e Avenue, Sainte-Hélène-de-Bagot, district de Saint-Hyacinthe, partie demanderesse, contre PIERRE BOUCHER et JOHANNE RHÉAULT, tous deux domiciliés et résidant au 200, rue Oxford, Cowansville, district de Bedford, partie défenderesse, LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, partie mise en cause.

Désignation cadastrale

« Un emplacement sis et situé en la municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-quatre aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre de la paroisse de Sainte-Hélène (ptie 384, paroisse de Sainte-Hélène), mesurant cent quarante-quatre pieds (144 pi) de largeur à partir de quatre-vingt-dix-neuf pieds (99 pi) de la ligne de division des lots 383 et 384 sur une profondeur de cent trente-cinq pieds (135 pi), plus ou moins, mesures anglaises, borné en front par le chemin public tel que rélargi, en profondeur et des deux côtés par le résidu dudit lot 384; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et portant le numéro d'immeuble 666, rang Saint-Augustin, Sainte-Hélène-de-Bagot. »

La mise à prix est fixée à la somme de 9 074,25 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministère des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, 1150, rue Sainte-Anne, local 200, le JEUDI VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
NICOLE TARDIF, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 23 août 1988

57504

Ordonnance de saisie et vente immobilière

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe

Nos 750-05-000155-886

750-18-000026-882

LA CAISSE POPULAIRE STE-MARIA GORETTI DE BELOEIL, ayant son siège social au 285, Cartier, Beloeil, district de Saint-Hyacinthe, partie demanderesse, contre FRANCOIS BOUTIN et GHISLAINE COUTURE, tous deux domiciliés et résidant au 130, Saint-Georges, Beloeil, partie défenderesse et PAUL B. DAOUST, syndic, en sa qualité de syndic à la faillite de François Boutin et Ghislaine Couture mise en cause et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Verchères, mise en cause.

Désignation

Un immeuble situé sur la rue Bernard-Pilon à Beloeil, connu et désigné comme étant le lot quatre cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (26-427) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Mathieu-de-Beloeil, division d'enregistrement de Verchères; avec une bâtisse dessus construite portant le numéro d'immeuble 957, Bernard-Pilon, Beloeil.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées et notamment une servitude de passage suivant acte enregistré à Verchères sous le numéro 127,323.

La mise à prix est fixée à la somme de 16 927,62 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu, au bureau de la division d'enregistrement de Verchères, Sainte-Julie, 461, Saint-Joseph, le JEUDI VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
NICOLE TARDIF, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 23 août 1988

57505

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe
Nos 750-18-000001-885
750-05-000108-877

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, ès qualités de mandataire de la Caisse populaire Desjardins de Sainte-Rosalie, partie demanderesse, contre JEAN-GUY CÔTÉ, domicilié et résidant au 4035, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de Saint-Hyacinthe, mis en cause.

Un immeuble situé au village de Sainte-Rosalie, boulevard Laurier, comté de Saint-Hyacinthe (autrefois comté de Bagot), connu et désigné comme étant le lot numéro dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-neuf (129-10) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rosalie, division d'enregistrement de Bagot, tenant en front, vers le nord, au lot 129-7 (boulevard Laurier); d'un côté, vers le nord-est, au lot 128-7; à la profondeur, vers le sud-est, au lot 129-8 et à partie du lot 129; et d'autre côté, vers le sud-ouest, à partie dudit lot 129; mesurant une largeur de deux cent quarante-deux pieds et neuf dixièmes de pied (242,9 pi) en front, vers le nord, et de cent quatre-vingt-quatre pieds et quatre-vingt-seize centièmes de pied (184,96 pi) à la profondeur, vers le sud-est, sur une profondeur de six cent soixante et onze pieds et un dixième de pied (671,1 pi) vers le nord-est et de huit cent vingt pieds et sept dixièmes de pied (820,7 pi) vers le sud-ouest et contenant une superficie de cent trente-neuf mille six cent soixante-cinq pieds carrés (139 665 pi²), le tout mesures anglaises, plus ou moins; avec toutes bâtisses et érigées et plus particulièrement une maison d'habitation, un magasin et des serres portant le numéro d'immeuble 4035, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie, comté de Saint-Hyacinthe, ainsi que tout bien meuble fixé en permanence audit immeuble et nécessaire à l'exploitation de l'immeuble hypothéqué, notamment et non limitativement avec tout l'équipement y installé, les fournaies à l'huile et les ventilateurs de refroidissement et de circulation et avec toutes les tables de serres et tout le système d'irrigation, lesquels biens meubles étant immeubles par destination. Tel que le tout se trouve actuellement avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

La mise à prix est fixée à la somme de 44 661,75 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur

devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque certifié à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, 1150, rue Sainte-Anne, local 200, le MARDI DIX-HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
NICOLE TARDIF

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 23 août 1988 57506

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe
Nos 750-05-00047-877
750-18-000019-887

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, local 500, Sainte-Foy, district de Québec, ès qualités de mandataire de la Banque Royale du Canada, ayant un bureau d'affaires au 3200, boulevard Laframboise, ville et district de Saint-Hyacinthe, partie demanderesse, contre FERME MONAST INC., ayant son bureau principal au 209, rue Principale, Saint-Damase, district de Saint-Hyacinthe, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rouville, partie mise en cause.

A) Une terre située en la paroisse de Saint-Mathias, rang du Cordon, connue et désignée au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir (Division d'enregistrement de Rouville) comme étant le lot quatre cent trois (403), avec toutes constructions pouvant y être érigées, circonstances et dépendances, tel lot étant de figure irrégulière mesurant six arpents huit perches et treize pieds le long du Chemin public sur une profondeur de trente arpents et demi dans sa ligne Nord, et contenant en superficie cent quinze arpents et soixante-trois perches, le tout plus ou moins; à distraire dudit lot:

a) Certaines parties de celui-ci maintenant connues et désignées comme étant les subdivisions un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit dudit lot originaire quatre cent trois (403-1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8);

b) La partie de celui-ci vendue par Raoul Tétreault à Jean Girard, suivant acte reçu devant Me Jacques

Marcoux, notaire, le vingt-deux mars mil neuf cent soixante-seize (22 mars 1976) et enregistré sous le numéro 129304, telle partie distraite y étant décrite comme suit: mesurant une largeur de deux cent cinq pieds et demi sur une profondeur de cent cinquante pieds, le tout de mesures anglaises et plus ou moins, et étant bornée en front au sud-ouest par le lot 403-3 (rue), en profondeur au nord-est et d'un côté au sud-est par des parties du lot originaire 403 appartenant à Raoul Tétrault (maintenant Ferme Monast & Nicole Inc.), et de l'autre côté au nord-ouest par le lot 403-4;

c) L'emplacement vendu à Denis Plante suivant acte reçu devant Me Marielle Gagné, notaire, le 7 novembre 1980 enregistré sous le numéro 153820, tel emplacement distraint ayant front sur le chemin public (appelé Rang du Cordon) en la municipalité de Saint-Mathias, étant borné vers le nord-est par le lot 403-6 dudit cadastre, vers le sud-est et le sud-ouest par le résidu dudit lot 403, et vers le nord-ouest par ledit chemin public (appelé Rang du Cordon), mesurant deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et quatre-vingt-dix centièmes de pied (299,90 pi soit 91,41 mètres) dans sa ligne nord-est, cent trente-trois pieds et quatre-vingt-dix-neuf centièmes de pied (133,99 pi soit 40,84 mètres) dans sa ligne sud-est, deux cent soixante-dix-neuf pieds et soixante-seize centièmes de pied (279,76 pi soit 85,27 mètres) dans sa ligne sud-ouest et cent quatre-vingt-dix pieds et vingt-neuf centièmes de pied (190,29 pi soit 58,0 mètres) en front dans sa ligne nord-ouest et contenant en superficie quarante-six mille deux cent soixante-dix-sept pieds carrés et quatre-vingt-huit centièmes de pied (46 277,88 pi² soit 4 299,35 m²) mesures anglaises, avec toutes les bâtisses y dessus construites et notamment une maison résidentielle portant le numéro 66, rang du Cordon, St-Mathias. Avec toutes servitudes pouvant grever tel immeuble. Par suite des distractions précédentes, la partie restante du dit lot numéro 403 peut être borné comme suit: au nord-ouest par les lots 403-2, 403-3 (rue), partie du dit lot 403 appartenant à monsieur Jean Moreau, le lot 403-5, par le chemin public sans désignation cadastrale, les lots 403-7, 403-8, par le chemin sans désignation cadastrale, partie du dit lot 403 appartenant à monsieur Denis Plante et le lot 403-6, au nord-est par les lots 403-3 (rue), 403-7, partie du dit lot 403 appartenant à monsieur Denis Plante et le lot 402, au sud-est par partie du lot 358 ou le fronteau du rang, et au sud-ouest par le lot 404, le lot 403-3 (rue), partie du lot 403 appartenant à monsieur Jean Moreau, les lots 403-4, 403-5 et 403-8.

La mise à prix est fixée à la somme de 33 152,50 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur

devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

B) Un terrain situé en la paroisse de Saint-Damase, rang Saint-Louis nord, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Damase (Division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe) comme étant partie du lot six cent cinquante et un (P. 651), avec toutes constructions pouvant y être érigées, circonstances et dépendances, tel terrain étant plus particulièrement décrit comme suit: borné vers le sud-est par une partie du lot 650, vers le sud par une partie du lot 651 faisant partie de l'emprise du chemin du rang Saint-Louis, vers le nord-ouest et le nord-est par d'autres parties du lot 651 appartenant à Yvan Beauregard; mesurant cent cinquante-sept pieds et neuf centièmes (157,09 pi) dans sa ligne sud-est, deux cent quarante-huit pieds et vingt-trois centièmes (248,23 pi) dans sa ligne sud, deux cent quarante-sept pieds et quatre-vingt-six centièmes (247,86 pi) dans sa ligne nord-ouest, deux cent quarante-cinq pieds et quarante et un centièmes (245,41 pi) dans sa ligne nord-est; contenant en superficie quarante huit mille cinq cent vingt-quatre pieds carrés (48 524 pi²), le tout de mesures anglaises et plus ou moins, tel qu'il appert d'une description technique préparée le 10 mai 1982 par Yvan Côté, arpenteur-géomètre, sous le numéro 1932 de son répertoire.

La mise à prix est fixée à la somme de 10 694,25 \$ soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu séparément au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, au 1150, avenue Sainte-Anne, local 200, LE MERCREDI VINGT-SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
NICOLE TARDIF, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 24 août 1988

57507

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-Hyacinthe
Nos 750-05-000282-872
750-18-000024-887

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, ès qualités de mandataire de la Caisse d'Établissement d'Yamaska, partie demanderesse, contre ROSAIRE GIASSON, domicilié au 2675, Raymond, appartement 6, Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, partie défenderesse, et le RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, mis en cause.

Désignation

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, étant composée:

A) d'une partie du lot quatre cent trente-quatre (ptie 434) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ours, division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, dont est formée en partie la paroisse de Saint-Bernard, mesurant trois arpents de largeur par une profondeur de dix arpents; bornée en front par le chemin public, en profondeur par le résidu du lot 434, d'un côté par partie 433 et l'autre côté par partie 436. Sauf et à distraire la lisière de terrain appartenant à Clément Phaneuf, mesurant soixante pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, la ligne nord-est de ce terrain est située à trois cent dix-huit pieds de la ligne de division des lots 436 et 434. L'immeuble hypothéqué est borné en front par le chemin public et l'immeuble ci-haut décrit et distraite, en profondeur par le résidu du lot 434, d'un côté par partie 433 et partie 434 ci-haut décrites et distraites et de l'autre côté par partie 436 et partie 434 ci-haut décrites et distraites;

B) du lot quatre cent trente-huit (438) dudit cadastre de la paroisse de Saint-Ours, mesurant un arpent cinq perches de largeur par une profondeur de cinq arpents;

C) d'une partie du lot quatre cent trente-six (ptie 436) dudit cadastre de la paroisse de Saint-Ours, mesurant un arpent cinq perches de largeur par cinq arpents de profondeur; bornée en front par le chemin public du 4^e Rang, en profondeur par le résidu dudit lot 436, d'un côté par partie 434 et de l'autre côté par le lot 438;

D) d'une partie du lot quatre cent trente-neuf (ptie 439) dudit cadastre de la paroisse de Saint-Ours, mesurant un demi arpent de largeur par cinq arpents de profondeur; bornée en front par le chemin du 4^e Rang, en profondeur par le résidu du lot 439, d'un côté par le lot 438 et de l'autre côté par partie 442;

E) d'une partie du lot quatre cent quarante-deux (ptie 442) dudit cadastre de la paroisse de Saint-Ours, mesurant un demi arpent de largeur par cinq arpents de profondeur; bornée en front par le chemin du 4^e Rang, en profondeur par le résidu, d'un côté par partie 439 ci-haut décrite et de l'autre côté par partie 444;

F) d'une partie du lot deux cent quarante-six (ptie 246) du cadastre de la paroisse de Saint-Jude, mesurant un arpent de largeur sur vingt-neuf arpents et trois perches de profondeur; bornée en front par le chemin public, en profondeur par partie 254 et partie 255, d'un côté par le lot 247 et de l'autre côté par partie 246, propriété de M. Rosaire Giasson ou représentants.

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances et sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

La mise à prix est fixée à la somme de 8 466,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, 1150, rue Sainte-Anne, local 200, le MARDI VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

*La shérif adjointe,
NICOLE TARDIF, tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 23 août 1988 57508

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-000631-888

CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JANVIER, ayant son bureau au 13845, route 117, Saint-Janvier, ville de Mirabel, QC, partie demanderesse, contre MICHEL BOURGEOIS et CAROLE BOURGEOIS, tous deux domiciliés au 115, rue Richard, Sainte-Anne-des-Plaines QC, partie défenderesse.

« Un immeuble situé en la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent quarante-six du lot originaire numéro deux cent trente-sept (237-246) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, division d'enregistrement de Terrebonne; avec une maison y érigée portant le numéro d'immeuble 115, rue Richard à Sainte-Anne-des-Plaines. »

La mise à prix est fixée à 12 901,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUINZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 22 août 1988

57509

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 715-02-000318-872

CORPORATION MUNICIPALE DE LAC-CARRÉ, corps politique et corporatif légalement constitué, ayant son siège social à Lac-Carré, district de Terrebonne, QC, partie demanderesse, contre JEANNETTE HOGUE BEAUSÉJOUR, d'adresse inconnue, partie défenderesse.

« Une partie non divisée du lot numéro onze de la subdivision du lot originaire numéro vingt-six (ptie 26-11) dans le rang Sept (rg 7) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Wolfe, division d'enregistrement de Terrebonne; de forme irrégulière, indiquée par les lettres A-B-C-D-E-F-A sur un plan de compilation préparé par Marc Hurtubise, arpenteur-géomètre, le sept avril 1970, sous le numéro 15001-Z-1-70; bornée vers l'ouest par la ligne qui sépare les lots originaires numéros vingt-six et vingt-sept A desdits rang et canton, et mesurant, dans cette limite A-B, cent pieds (100 pi), vers le nord par une autre partie non

divisée dudit lot numéro vingt-six, subdivision numéro onze et mesurant, dans cette limite, le long de la ligne B-C, deux cent soixante-quatre pieds et trois dixièmes de pied (264,3 pi) et, le long de la limite C-D, cent trois pieds (103 pi), vers le sud-est par une autre partie non divisée dudit lot numéro 26-11 et mesurant, dans cette limite D-E, cent dix pieds (110 pi), et vers le sud par une autre partie non divisée dudit lot numéro 26-11, devant servir d'emprise à une rue projetée, et mesurant, dans cette limite, le long de la ligne E-F, cinquante-cinq pieds (55 pi) et le long de la ligne F-A, deux cent soixante-cinq pieds (265 pi); contenant, en superficie, environ trente-deux mille pieds carrés (environ 32 000 pi²). Le point A, étant le coin sud-ouest dudit emplacement, est situé à une distance d'environ mille trois cent onze pieds (environ 1 311 pi) vers le nord, d'un point indiqué par la lettre X sur ledit plan, situé sur l'emprise nord-est du terrain du chemin de fer du Canadian Pacific Railway, et sur la ligne qui sépare les lots originaires numéros vingt-six et vingt-sept A desdits rang et canton, cette distance étant mesurée le long de ladite ligne qui sépare les lots originaires numéros vingt-six et vingt-sept A desdits rang et canton. Le point E, étant le coin sud-est dudit emplacement, est situé à une distance de cinquante-neuf pieds et cinq dixièmes de pied (59,5 pi) vers le nord-ouest, du coin nord-est du lot numéro 26-11-16. »

La mise à prix est fixée à 872,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 19 août 1988

57511

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-000925-876

LA MUNICIPALITÉ DE PRÉVOST, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 2870, boulevard Labelle, Prévost, district de Terrebonne, partie demanderesse, contre MADAME COBETTO ASH-BY et MADAME ANDRÉE ALICE, toutes deux d'adresse inconnue, partie défendresse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot numéro vingt-deux B (22B-5), rang 3, canton d'abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hippolyte, division d'enregistrement de Terrebonne. »

La mise à prix est fixée à 1 545,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à DIX heures.

Le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 19 août 1988

57512

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-001832-873

LA M.R.C. DES PAYS-D'EN-HAUT, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 916, boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, QC, partie demanderesse, contre CAROL BERNIER et GINETTE PATRY, domiciliés et résidant au 50, chemin Sainte-Marguerite, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, QC, partie défendresse.

« Un immeuble situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, connu et désigné

comme étant une partie du lot originaire numéro cinquante-cinq (ptie 55) dans le Sixième Rang du canton de Wexford, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, division d'enregistrement de Terrebonne; mesurant soixante-quatre pieds (64 pi) au sud-est, soixante-dix pieds (70 pi) au nord-ouest, cent cinquante-cinq pieds (155 pi) au sud-ouest, et cent soixante pieds et huit dixièmes de pied (160,8 pi) au nord-est; bornée au sud-est par l'avenue des Pins (sans désignation cadastrale), au sud-ouest par la 23^e Avenue (partie 54), au nord-ouest par la 12^e Rue (rue des Lilas) partie 55 et au nord-est par une partie du lot 55; avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro d'immeuble 50, boulevard des Pins, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses servitudes actives, passives, apparentes ou occultes, sans exception ni réserve. Tel que ledit immeuble est montré aux plan et certificat de localisation préparés par Hubert Murray, arpenteur-géomètre, en date du trente (30) mai mil neuf cent soixante-treize (1973), révisé le vingt-deux (22) janvier mil neuf cent quatre-vingt (1980) et portant le numéro 4696 de ses minutes. »

La mise à prix est fixée à 21 985,25 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, de Martigny Ouest, bureau 4.03, Saint-Jérôme, QC, le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à ONZE heures.

le shérif adjoint,

MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 19 août 1988

57510

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Terrebonne
No 700-02-002289-867

LA SCIERIE DU LAC SUCRERIE INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 74, Île-de-Mai, Boisbriand, district de Terrebonne, QC, partie demanderesse, contre LUCIEN LAJEUNESSE,

résidant et domicilié au Domaine Lajeunesse à Saint-Rémi-d'Amherst, district de Terrebonne, QC, partie défenderesse.

« 1. Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (ptie 2, rg 5 S.), et étant toute cette partie dudit lot bornée vers l'est par la partie du même lot, propriété du Canadian National Railway ou représentants, vers le sud par le lot 3 desdits rang et canton, vers le nord par le lot 1 desdits rang et canton, et vers le nord-ouest par la rivière Brochet, soit le ruisseau servant de décharge du lac Rémi. Moins et à distraire les immeubles suivants, savoir:

a) un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (ptie 2, rg 5 S.), soit toute cette partie dudit lot vendue initialement à Marcel Dion, suivant l'enregistrement 136590, propriété actuelle de Rita Dubeau, suivant l'enregistrement 192171, et bornée vers le sud par le lot 3 desdits rang et canton et mesurant deux cent cinq pieds (205 pi), vers le sud-est par un chemin privé d'accès, partie du même lot et propriété de Lucien Lajeunesse, et mesurant neuf pieds (9 pi), vers le nord-est par un chemin privé d'accès, partie du même lot et propriété de Lucien Lajeunesse, et mesurant, suivant une ligne brisée, seize pieds (16 pi) et cinquante pieds (50 pi), et vers le nord-ouest par la rivière Brochet;

b) la partie du même lot 2, maintenant subdivisée officiellement, soit l'immeuble composé des lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, et douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (2-1, -2, -3, -4, -5, -6, -7, -8, -9, -10, -11, -12; rg 5 S.).

2. Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (ptie 2, rg 5 S.), mesurant quarante pieds (40 pi) de largeur sur environ cinq cents pieds (500 pi) de profondeur, soit toute la profondeur qu'il y a à partir de la route nationale numéro 57 (maintenant route 323) jusqu'à la rivière Brochet, et borné en front, vers l'ouest-nord-ouest, par la route nationale numéro 57 (maintenant route 323), vers le sud-sud-ouest par la partie du lot 2, appartenant à Philippe Théroux par l'enregistrement 78302, et vers l'est-sud-est par la rivière Brochet et vers le nord-nord-est par le résidu dudit lot 2.

3. Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot de terre numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (ptie 2, rg 5 S.), mesurant cent pieds (100 pi) de largeur sur cent pieds (100 pi) de profondeur, et borné en front, vers l'ouest-nord-ouest, par la route nationale numéro 57 (maintenant route 323), vers le sud-sud-ouest par la lisière de quarante pieds (40 pi) de largeur ci-haut décrite, vers l'est-sud-est et vers le nord-nord-est par le résidu dudit lot 2, propriété de André Paradis ou représentants.

4. Un immeuble connu et désigné servant de chemin privé d'accès et composé des lots de terre numéros un, onze et douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (2-1, -11, -12; rg 5 S.).

5. Un immeuble connu et désigné comme étant le lot de terre numéro sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (2-7, rg 5 S.).

6. Un immeuble connu et désigné comme étant le lot de terre numéro neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux au cadastre officiel pour le rang Cinq Sud du canton d'Amherst, division d'enregistrement de Papineau (2-9, rg 5 S.).

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles, et notamment sujet aux servitudes résultant d'actes enregistrés. »

La mise à prix est fixée à 1 590,00 \$ pour l'immeuble 1, à 1,00 \$ pour l'immeuble 2, à 360,00 \$ pour l'immeuble 3, à 3,00 \$ pour l'immeuble 4, à 240,00 \$ pour l'immeuble 5 et à 240,00 \$ pour l'immeuble 6, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Papineauville, 266, rue Viger, Papineauville, QC, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE 1988 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 19 août 1988

57513

Erratum

**COURTAGE D'ANNUITÉ J.C. MATTE & FILS
LTÉE**

Dans l'avis de demande de dissolution publié à la *Gazette officielle du Québec*, le 20 août 1988, à la page 3277, le nom du signataire de l'avis aurait dû se lire « Laurent Matte » au lieu de « J.C. Matte ».

533

Circonscription électorale de Rimouski**Dans la municipalité de Saint-Médard SD
Région 01, district 08**

Dans l'avis publié le 29 septembre 1984, on aurait dû lire: « Section de la route 296 vis-à-vis les lots 35-B et 36-B rang IX canton de Bédard, sur une longueur approximative de 225 mètres.

Québec, le 18 août 1988

537

Le ministre des Transports,
MARC-YVAN CÔTÉ

Terrebonne

No 700-02-000980-889 et brefs noté

**TAPIS TRUDEAU INC. contre MOTEL MORIN
HEIGHTS INC.**

Dans l'avis de vente paru à la *Gazette officielle du Québec* du 20 août 1988, 120^e année, no 24 à la page 3291, dans le premier paragraphe de la désignation de l'immeuble à la 6^e ligne, on aurait dû y lire: (ptie 37 « A » rg 11) au lieu de (ptie « A » rg 11).

533

Le shérif-adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*

Terrebonne

No 700-02-000980-889 et brefs noté

**TAPIS TRUDEAU INC. contre MOTEL MORIN
HEIGHTS INC.**

Dans l'avis de vente paru à la *Gazette officielle du Québec* du 20 août 1988, 120^e année, no 24 à la page 3291, la partie défenderesse aurait dû se lire MOTEL MORIN HEIGHTS Inc. au lieu de HOTEL MORIN HEIGHTS INC..

533

Le shérif-adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. en droit*



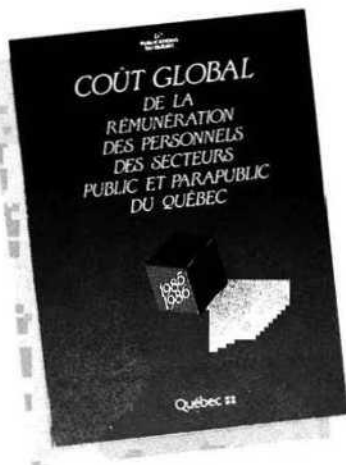






L'ÉCONOMIE

ça m'intéresse!



Coût global de la rémunération des personnels des secteurs public et parapublic du Québec 1985-1986

Voici les données relatives au coût global de la rémunération des employés des secteurs public et parapublic pour la période du 1^{er} juillet 1985 au 30 juin 1986.

Le coût global est obtenu en faisant la somme des éléments suivants:

- la masse salariale;
- la rémunération supplémentaire et les primes;
- les régimes de retraite et d'assurances;
- les régimes étatiques;
- les autres déboursés.

Conseil du Trésor
1986, 115 pages
EQ 25033 2

10,95 \$

En vente dans nos librairies,
chez nos concessionnaires,
par commande postale et
chez votre libraire habituel.

Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Vente et information:
(418) 643-5150
Sans frais 1-800-463-2100



Québec 

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

